

Aktuell

- Assurance pension: si réforme, quelle réforme
- Anstatt Austeritätspolitik, Strukturreformen in der Wirtschafts- und Finanzwelt



Luxembourg

L-1020 Luxembourg
BP 2031 / 146, bd de la Pétrusse
Tél.: 49 60 05-1 Fax: 48 69 49

Mardi, jeudi: 9h00 - 11h30

Les autres jours consultations sur rendez-vous

Permanences spéciales frontaliers français mardi et vendredi sur rendez-vous

Esch / Alzette

L-4002 Esch/Alzette BP 149 / 42, rue de la Libération
Tél.: 26 54 43-1 Fax: 26 54 02 59

Lundi: 14h00 - 17h00

Mercredi et vendredi: 9h00 - 11h30

Les autres jours consultations sur rendez-vous

Permanences spéciales bâtiment mardi et jeudi 8h30 - 12h00

Antenne d'Audun-le-Tiche

F-57390 Audun-le-Tiche BP 41 / 64, rue Maréchal Foch
Tél.: (+33) (0) 3 82 50 32 50 Fax: (+33) (0) 3 82 50 32 53

Mardi et jeudi: 14h00 - 17h45

Dudelange

L-3441 Dudelange Maison Syndicale / 31, avenue Gr.-D. Charlotte
Tél.: 51 50 05-1 Fax: 51 50 05-29

Lundi, mardi, mercredi, jeudi: 14h00 - 17h00

Mercredi: 9h00 - 11h30

Consultations sur rendez-vous vendredi matin

Antenne Grevenmacher

L-6720 Grevenmacher 4, rue de l'Eglise Tél.: 75 80 35

Lundi: 9h00 - 11h30 Mercredi: 14h00 - 17h30

Mercredi: 9h00 - 11h45 sur rendez-vous

Antenne Thionville

F-57100 Thionville 32, allée de la Libération
Tél.: (+33) (0) 3 82 91 19 19 Fax (+33) (0) 3 82 34 54 03

Lundi: 9h00 - 11h30 Mercredi: 14h00 - 17h00

Permanences spéciales droit social français vendredi: 14h00 - 17h00

Antenne Volmerange

F-57330 Volmerange-les-Mines 2, rue des Ecoles
Tél.: (+33) (0) 3 82 50 61 51

Jeudi: 14h30 - 17h30 sur rendez-vous

Differdange

L-4640 Differdange 17, rue Michel Rodange
Tél.: 58 82 86 Fax: 58 34 56

Mardi: 9h00 - 11h30 Mercredi: 14h00 - 17h00

Jeudi: 15h00 - 17h30

Rodange

L-4818 Rodange 72, avenue Dr Gaasch
Tél.: 50 73 86 Fax: 50 44 81

Courriel: frontaliers.belges@ogbl.lu

Mardi: 14h00 - 17h00 Mercredi: 9h00 - 11h30

Consultations sur rendez-vous vendredi après-midi

Antenne Aywaille

B-4920 Aywaille 22, rue Louis Libert (FGTB)
Tél.: (+32) (0) 4 38 48 152

Courriel: frontaliers.belges@ogbl.lu

Les 1^{er} et 3^e lundi du mois: 14h30 - 17h30

Antenne Bastogne

B-6600 Bastogne 8a, rue des Brasseurs (FGTB)

Tél.: (+32) (0) 61 21 19 87

Courriel: frontaliers.belges@ogbl.lu

Samedi: 9h00 - 12h00

Antenne Habay-la-Neuve

B-6720 Habay-la-Neuve 11, rue de l'Hôtel de Ville (Mutualité Socialiste du Luxembourg) Tél.: (+32) (0) 63 42 40 24

Tous les jeudis de 9h00 à 11h30

Antenne Vielsalm

B-6690 Vielsalm 57, rue de la Salm (FGTB)

Les 1^{er} et 3^e jeudi du mois: 14h30 - 17h30

Ettelbruck

L-9052 Ettelbruck 6, rue Prince Jean

Tél.: 81 90 01-1 Fax: 81 97 13

Mardi: 8h00 - 11h30 / 13h30 - 16h30

Jeudi: 8h00 - 11h00

Consultations sur rendez-vous lundi matin et mercredi après-midi

Antenne Wiltz

L-9557 Wiltz 2, rue Michel Rodange

Tél.: 95 72 70

Jeudi: 14h00 - 17h00 Sur rendez-vous mardi après-midi

Antenne Bitburg

D-54634 Bitburg Brodenheck-Str 19

Tel.: (+49) (0) 6561-6049477 **Mittwoch: 17.00 - 21.00 Uhr**

Antenne Saarlouis

D-66740 Saarlouis Karcher-Str. 1A (direkt am Kleinen Markt)

Tel.: (+49) (0) 6831 76 45 362 Fax.: (+49) (0) 6831 76 47 022

Dienstag: 16.00-20.00 Uhr

Syndicat Transport sur route - ACAL

38, route de Longwy L- 8080 Bertrange/Helfenterbrück

Tél.: 26 02 14-1 Fax: 26 02 14-33 acal@ogbl.lu

Syndicat Education et Sciences - SEW

L-2514 Luxembourg 1, rue Jean-Pierre Sauvage

Tél.: 26 09 69 - 1 Fax: 26 09 69 - 69 sew@ogbl.lu www.sew.lu

Syndicat Banques et Assurances - SBA

L-2330 Luxembourg 146, bd de la Pétrusse

Tél.: 26 49 69 - 0 Fax: 26 49 69 - 433 sba@ogbl.lu www.sba.lu

DTH (Département des Travailleurs handicapés)

Tél.: 26 84 56 45

Permanence téléphonique le mercredi:

de 8h00 - 12h00 et de 14h00 - 18h00

Permanences Eures

EURES PED Rodange, Arlon, Bastogne, Aywaille et Vielsalm

EURES Sarre-Lor-Lux Rhénanie-Palatinat: Dudelange et à Grevenmacher



Service de consultation STRESS au travail

Tél.: (+352) 621 170 846



info@ogbl.lu www.ogbl.lu

Sommaire

Editorial 4

Anstatt Austeritätspolitik, brauchen wir Struktur-reformen in der Wirtschafts- und Finanzwelt!

Dossiers nationaux 6

- Tripartite naturelle versus tripartite mise en scène
- Fontagné: Quel est le but de cette mise en scène?
- L'OGBL s'engage contre le chômage des travailleurs portugais
- Gespräch mit Frank Arndt: Der Wasserpreis in der Diskussion
- Macht der Investoren über die Politik
- Assurance pension: Si réforme, quelle réforme?
- Gespräch mit Henri Kremer und Robert Racké von der Pensioniertenabteilung

Du nouveau dans les entreprises 20

- Présentation des nouveaux secrétaires centraux adjoints, Aviation civile, Transformation sur métaux et garages, Transport sur route, Santé e.a.

Élections pour la Chambre des fonctionnaires et employés publics 27**Dossiers internationaux** 30

- «Il faut se concentrer sur 2010, pas sur 2020» affirme la CES

Formation syndicale de l'OGBL 31

- Calendrier des formations avril -mai
- Formulaire d'inscription

Chambre des salariés 34**Frontaliers; Département Femmes** 37

- Frontaliers français et allocations différentielles
- Frontaliers belges: Lettre ouverte concernant le paiement des allocations familiales
- Diskriminierung der Grenzgänger bei der Steuerklasse?
- Plan national de l'égalité: Un arrière-goût amer
- Les femmes et la crise économique

Assemblées générales OGBL 43**Divers** 44

Aktuell Monatszeitschrift des OGBL „Unabhängiger Gewerkschaftsbund Luxemburg“

Verleger: OGBL „Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg“
Herausgeber für den OGBL: Jean-Claude Reding
60, bd. J.F. Kennedy B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette
Tel.: 54 05 45-1 Fax: 54 16 20
Internet: www.ogbl.lu e-mail: ogbl@ogbl.lu

Verantwortlich für die Redaktion: Jean-Claude Reding

Editeur responsable pour la Belgique:
Jacques Delacollette 17, rue de l'Ecole B-6666 Wibrin

Druck / Impression: Techprint, Esch/Lankelz

Die Redaktion behält sich Kürzungen der Beiträge vor. Die gezeichneten Artikel stellen nicht unbedingt die Meinung der Redaktion dar. La rédaction se réserve le droit d'abrégier les textes. Les articles signés ne reflètent pas nécessairement la position de la rédaction.



Jean-Claude Reding
Président

Au lieu d'une politique d'austérité, visons plutôt des réformes structurelles au niveau de l'économie et de la finance!

La Grèce s'est vu imposer un sévère plan d'austérité par les gouvernements européens qui souhaitent par ailleurs mettre ce pays sous un contrôle strict. Alors on peut se demander pourquoi les responsables du monde financier – des banques, des bourses, des agences de notation, des fonds d'investissement, de ces instances qui sont à l'origine de la misère financière d'un certain nombre d'Etats et qui furent sauvés grâce à des milliards d'euros d'argent public – ne sont pas eux mis sous surveillance. On peut se demander par ailleurs quand seront décidées les mesures pour éviter qu'une telle crise ne se répète. Que font les gouvernements afin que nous récupérons notre argent?

Cela ne serait-il pas plus judicieux que de vouloir mettre fin trop tôt aux paquets conjoncturels, déjà insuffisants,

et ce aux dépens de l'emploi – un accroissement du chômage est accepté comme une fatalité – et aux frais de la sécurité sociale en cas de maladie et de vieillesse ?

La crise n'est malheureusement pas encore terminée, pas non plus au Luxembourg. Dans notre pays de plus en plus de familles ont des difficultés à boucler la fin de mois. L'endettement des ménages

progresses et de plus en plus de personnes ont une ardoise dans les petits magasins à partir du milieu du mois. Cette situation est due à l'augmentation du chômage, aux conditions de travail précaires, aux contrats à durée déterminée, au travail à temps partiel involontaire, au chômage partiel, à la pression salariale, à la réduction des gratifications et autres primes. Ceux qui applaudissent des professeurs d'économie bien rémunérés lors de la présentation dans des cadres élitaires de leurs théories visant à accentuer encore davantage la régression sociale, soit ne savent pas ce qu'ils font, soit espèrent profiter de la misère.

Au Luxembourg on parle beaucoup de réduction des dépenses publiques ces jours-ci et d'aucuns font tout pour rester l'élève modèle en Europe, même si ce genre d'effort n'a pas été honoré ces derniers temps sur d'autres plans par les autres Etats membres. L'OGBL émet de sérieuses réserves au sujet des mesures d'austérité visées par le ministre du Budget Luc Frieden. Ceci non pas seulement à cause de chiffres trop incertains, mais également à cause du fait qu'un abandon trop rapide d'une politique budgétaire de soutien conjoncturel risquerait d'avoir des conséquences négatives pour beaucoup de petites et moyennes entreprises et pour l'emploi.

Plus fondamentalement les questions qui se posent sont

de savoir quelles sont les priorités politiques et s'il y a toujours un consensus national sur le modèle social luxembourgeois? C'est pourquoi l'OGBL aimerait bien connaître également l'opinion des députés sur ces questions, et ce si possible avant la réunion tripartite, pas après.

Pour l'OGBL, la priorité numéro un doit rester la politique de l'emploi! Le niveau de sécurisation financière des personnes qui ont perdu leur emploi doit être maintenu et ce niveau doit être amélioré en cas de chômage de longue durée. Les personnes à la recherche d'un emploi doivent être traitées avec respect. Elles ont le droit d'être soutenues dans leurs démarches. C'est dans ce sens qu'il faut réformer l'Administration de l'emploi. Notre législation relative au licenciement pour des raisons économiques doit être renforcée en faveur du licencié. Les licenciements pour des raisons économiques par des entreprises qui font des bénéfices doivent être rendus plus difficiles. Lorsque les propriétaires d'entreprises ne font preuve d'aucune responsabilité sociale, c'est le législateur qui doit prendre ses responsabilités! Le travail existant doit être mieux réparti. Des approches intelligentes de réduction du temps de travail sont possibles sous diverses formes et peuvent être une alternative au chômage.

Dans un certain nombre de moyennes et grandes entreprises il s'est avéré que la gestion n'est pas adaptée aux besoins réels de l'entreprise. Les intérêts à court terme des actionnaires priment souvent sur les intérêts de l'entreprise, des salariés et des fournisseurs ainsi que sur l'intérêt général. Sur ce plan, des réformes structurelles s'imposent. L'une de ces réformes structurelles consiste à renforcer la législation sur la cogestion des salariés au sein de l'entreprise.

Les réductions de salaire, que ce soit dans le secteur privé ou public, sont contraires à la relance conjoncturelle et au développement économique. La part salariale dans le produit intérieur brut, c.-à-d. la répartition de la richesse créée doit enfin être améliorée en faveur des salariés. C'est pourquoi l'OGBL s'engage en faveur du maintien de l'indexation des salaires et des pensions et de l'adaptation des salaires sociaux minima et des pensions à l'évolution générale des salaires et il défend l'autonomie des syndicats en matière de négociation de conventions collectives.

Dans le même ordre d'idées, l'OGBL n'est pas prêt à discuter une quelconque forme de régression sociale. Une réduction des prestations de l'assurance maladie, ou bien de l'assurance dépendance, de l'assurance contre les accidents de travail ou encore de l'assurance pension ne seraient pas seulement inutiles mais seraient en outre des erreurs économiques et sociales.

Y-a-t-il encore un consensus sur notre modèle social?

Jean-Claude Reding
Präsident

Anstatt Austeritätspolitik, brauchen wir Strukturreformen in der Wirtschafts- und Finanzwelt!

Die europäischen Regierungen haben Griechenland einen strengen Sparkurs verordnet, sie haben das Land unter eine strikte Kontrolle gesetzt. Warum werden eigentlich die Verantwortlichen aus der Finanzwelt, warum werden Banken, Börsen, Ratingagenturen, Investmentfonds, die nur durch Milliarden Steuergelder gerettet wurden und die ursächlich Schuld an der aktuellen Finanzmisere vieler Länder sind, nicht unter Aufsicht gestellt? Und wann werden endlich die notwendigen Maßnahmen getroffen, um zu verhindern, dass die aktuelle Krise sich wiederholt? Was wird getan, damit wir unser Geld zurück bekommen?

Wäre dies nicht sinnvoller als zu einem verfrühten Zeitpunkt den Ausstieg aus den beschlossenen und sowieso unzureichenden die Konjunktur stützenden Maßnahmen zu organisieren, dies auf Kosten der Beschäftigung – eine weitere Zunahme der Arbeitslosigkeit wird anstandslos, quasi fatalistisch akzeptiert – und auf Kosten unserer sozialen Sicherheit bei Krankheit und im Alter.

Die Krise ist leider nicht vorbei, auch nicht in Luxemburg. Auch hier zu Lande haben es viele Familien zunehmend schwerer über die Runden zu kommen, Verschuldung nimmt zu, mancherorts wird in Geschäften wieder Mitte des Monats angeschrieben. Schuld daran ist die steigende Arbeitslosigkeit, sind prekäre Arbeitsverhältnisse, Zeitverträge, unfreiwillige Teilzeitverträge, Kurzarbeit, Lohndruck, Kürzung von Gratifikationen und anderen Zulagen. Diejenigen, die in exquisiten Veranstaltungen gut bezahlten Wirtschaftsprofessoren, die noch weiteren Sozialabbau fordern, Applaus spenden, sind sich im besten Fall nicht bewusst, was sie tun, im schlimmsten Fall hoffen sie, dass sie die Gewinner der Misere sein werden.

Auch in Luxemburg wird derzeit viel darüber diskutiert, wo gespart werden soll, damit wir die europäischen Muster Schüler bleiben, auch wenn dies in letzter Zeit nicht besonders honoriert wurde. Im OGBL haben wir starke Bedenken gegenüber den Austeritätszielen von Budgetminister Luc Frieden. Dies nicht nur weil das vorliegende Zahlenmaterial viel zu unsicher ist, sondern auch weil ein zu schneller Ausstieg aus den die Konjunktur stützenden Maßnahmen negative Auswirkungen auf viele kleine und mittlere Betriebe hierzulande und auf die Beschäftigung haben könnte.

Grundsätzlich stellt sich zudem die Frage, welches die politischen Prioritäten sind und ob es auch weiterhin einen politischen Konsens über das luxemburgische Sozialmodell gibt. Deshalb interessiert es den OGBL auch die Meinung unserer Volksvertreter zu diesen Themen und zum Stabili-

tätsprogramm zu kennen, am besten vor einer Tripartite und nicht nachher.

Für den OGBL bleibt die Beschäftigungspolitik augenblicklich erste Priorität. Die materielle Absicherung der Menschen, die ihre Arbeit verloren haben muss erhalten bleiben, bei Langzeitarbeitslosen muss sie sogar verbessert werden. Arbeitssuchende Menschen müssen respektvoll behandelt werden, sie haben Recht auf Unterstützung. In dem Sinne muss die Arbeitsmarktverwaltung reformiert werden. Unsere Gesetzgebung zum Schutz gegen Entlassungen muss verbessert werden. Entlassungen aus wirtschaftlichen Gründen in Betrieben, die Gewinn machen, müssen erschwert werden. Wenn die Betriebseigner keine soziale Verantwortung zeigen, dann muss der Gesetzgeber eingreifen. Die vorhandene Arbeit muss besser verteilt werden, intelligente Arbeitszeitverkürzung in vielfältigen Formen ist möglich und kann eine Alternative zur Arbeitslosigkeit sein.

In vielen mittleren und großen Betrieben hat sich gezeigt, dass die Betriebsführung nicht adäquat ist. Kurzfristige Kapitalinteressen werden vor die wohl verstandenen Interessen des Betriebes, der Arbeitnehmer des Betriebes, der Zulieferer und der Allgemeinheit gestellt. Hier sind Strukturreformen gefragt. Eine derartige Strukturreform ist der Ausbau der betrieblichen Mitbestimmung.

Lohnkürzungen, sei es im privaten oder im öffentlichen Sektor, sind Gift für die Konjunktur und die wirtschaftliche Entwicklung. Umgekehrt wird ein Schuh daraus. Die Lohnquote, das heißt die Verteilung des geschaffenen Reichtums muss endlich zu Gunsten der Lohnabhängigen verbessert werden. Deshalb stehen für den OGBL der Index, die Anpassung des Mindestlohnes und der Pensionen an die allgemeine Lohnentwicklung und die Tarifautonomie der Gewerkschaften auch nicht zur Diskussion.

Genauso wenig sind wir bereit über Sozialabbau zu diskutieren. Leistungsabbau bei den Krankenkassen, in der Pflegeversicherung, in der Unfallversicherung und in der Rentenversicherung sind nicht nur nicht notwendig, sondern wären auch noch wirtschaftlich und sozial gesehen falsch.

*Gibt es noch einen
Konsens über unser
Sozialmodell?*

Tripartite naturelle versus tripartite mise en scène

Le Comité national de l'OGBL s'est réuni le 9 février 2010 à Esch/Alzette. La réunion fut l'occasion notamment de préparer la prochaine tripartite. Le Comité national constate que le modèle tripartite luxembourgeois basé sur la consultation et la négociation a naturellement bien fonctionné dans l'urgence de la crise financière entre septembre 2008 et mars 2009. Très rapidement un consensus a été trouvé pour sauver les grandes banques luxembourgeoises Fortis et Dexia. Aujourd'hui nous observons une mise en scène dangereuse qui frôle la manipulation de l'opinion publique (exemple le «non-rapport» Fontagné).

Programme de stabilité et de croissance: cadre trop rigide

En l'absence de véritables chiffres, d'une analyse et d'une consultation approfondie entre partenaires sociaux, parlement et gouvernement, le programme de stabilité et de croissance du Luxembourg pour la période 2009-2014 est envoyé à Bruxelles visant un déficit 0 des finances publiques en l'an 2014. Pourquoi 0, pourquoi le Luxembourg veut-il être absolument le meilleur élève en Europe, se demande le président de l'OGBL? Le cadre est trop restreint et ne laisse aucune marge de manœuvre politique notamment dans le domaine social. La méthode choisie par le gouvernement «du fait accompli» doit être corrigée rapidement sinon le modèle tripartite luxembourgeois risque de devenir une farce.

Pas de mandat d'arriver à un accord à tout prix

Le Comité national de l'OGBL n'a pas donné un mandat à ses dirigeants d'arriver à un accord tripartite à tout prix. L'OGBL dit clairement non à tout affaiblissement voire démantèlement du modèle social et n'acceptera aucune manipulation du système de l'index. Il plaide en faveur d'une approche sans choc social pour redresser les finances publiques: faire certaines épargnes côté dépenses et inventer de nouvelles recettes socialement plus justes. Ceux qui gagnent plus, doivent contribuer plus!



Natürliche „Tripartite“ versus inszenierte „Tripartite“

Der Nationalvorstand des OGBL trat am 9. Februar 2010 in Esch/Alzette zusammen. Bei dieser Gelegenheit befasste er sich unter anderem mit den Vorbereitungen der kommenden „Tripartite“ (Dreierverhandlung: Staat, Gewerkschaften und Patronatsverbände). Der Nationalvorstand stellt fest, dass in der Dringlichkeit der Finanzkrise zwischen September 2008 und März 2009 das typisch luxemburgische Dreierverhandlungsmodell auf natürliche Weise funktionierte. Mit dem Ergebnis, dass ganz schnell Entscheidungen im Konsens herbeigeführt werden konnten, die es möglich machten die zwei großen Luxemburger Banken Fortis und Dexia vor dem Konkurs zu retten. Heute beobachten wir vor allem eine gefährliche Inszenierung, die schon fast an Manipulation der öffentlichen Meinung grenzt (Beispiel der „Nicht-Bericht“ Fontagné).

Stabilitäts- und Wachstumsprogramm in einem zu starren Rahmen

Ohne zuverlässiges Zahlenmaterials und ohne grundlegende Analyse und Beratung zwischen den Sozialpartnern, dem Parlament und der Regierung wurde das Stabilitäts- und Wachstumsprogramm Luxemburgs für

die Periode 2009-2014 nach Brüssel gesandt. In diesem Dokument wird ein Null-Defizit im Jahre 2014 anvisiert. Warum Null, warum will Luxemburg unbedingt der Musterschüler Europas sein, fragt sich OGBL-Präsident Jean-Claude Reding. Der Rahmen ist zu eng und lässt keinen politischen Spielraum zu, insbesondere nicht in der Sozialpolitik. Die von der Regierung gewählte Methode das Land vor vollendete Tatsachen zu stellen muss schnellstens geändert werden ansonsten das luxemburgische Dreiermodell zur Farce werden könnte.

Kein Mandat für ein Verhandlungsabkommen um jeden Preis

Der Nationalvorstand des OGBL gab seiner Führung kein Mandat zu einem Dreierverhandlungsabkommen um jeden Preis zu gelangen. Der OGBL sagt nein zu jeder Form von Schwächung bzw. Abbau des Sozialmodells und wird keiner Form von Indexmanipulation zustimmen. Der OGBL plädiert für einen Ansatz ohne Sozialschock, um die öffentlichen Finanzen zu sanieren: gewisse Einsparungen auf der Ausgabenseite und die Einführung neuer sozialgerechter Einnahmen. Wer mehr verdient, muss mehr beitragen!

La Commission de surveillance



De gauche à droite: **Romain Gantrel**, membre, **Félix Wies**, membre, **Armand Drews**, membre, **Sylvie Theisen**, membre, **Daniel Zebrowski**, membre, **Roger Berend**, président, membre du CE, membre du CN, **Claude Caudron**, membre, **Regine Gohmann-Lauterbour**, vice-présidente, membre du CN, **Bernard Colussi**, secrétaire, membre du CN

La présentation de l'essai de Monsieur Fontagné le 4 février 2010

Quel est le but de cette mise en scène?

Déjà en 2006 pendant la phase préparatoire de la tripartite, les idées du professeur français Lionel Fontagné avaient animé les esprits au Luxembourg. Comme d'autres prophètes de l'économie, il s'est fondamentalement trompé à l'époque et heureusement ses recettes anti-sociales n'ont pas été retenues.

Et nous revoilà en période préparatoire d'une tripartite que resurgissent les mêmes idées du professeur dans un nouveau paquet appelé cette fois-ci «Compétitivité du Luxembourg: après la bulle?». Ce nouveau rapport qu'il aurait continué à développer à Paris, gratuitement, sans qu'il aurait été commandé par le gouvernement, fut présenté récemment sous forme «d'essai» presque secrètement dans un club business sélect en présence du ministre de l'Economie, du président de l'Observatoire de la compétitivité et des leaders patronaux. Quelques représentants de la Chambre des salariés et de la presse avaient réussi à s'inscrire in extremis.

Alors que jusqu'à la veille de la conférence, l'organisateur appelait encore sur son site internet le document «second rapport», dans son exposé le professeur a insisté sur le terme «essai». Bizarrement lors de l'interview qu'il a donné à l'organisateur le 29 janvier 2010, il n'est question que de «second rapport». Par exemple le professeur est cité d'avoir dit: «A la suite de la présentation publique du premier rapport, j'ai eu l'occasion de revenir au Luxembourg à plusieurs reprises et de revoir les différents partenaires au sein de la Tripartite, ...». Plus encore que les recommandations déphasées par rapport à la réalité sociale, économique et politique du Luxembourg contenues dans ce «rapport», l'OGBL dénonce une manœuvre politique ayant pour but d'imposer un ordre du jour foncièrement anti-social et anti-salarial à la prochaine Tripartite.

Révision de la loi sur le détachement de travailleurs

L'OGBL demande l'introduction d'une durée maximale du détachement

Les objectifs initiaux de la directive sur le détachement de travailleurs d'un Etat membre de l'Union européenne vers un autre ont été notamment que soient respectés les droits des travailleurs et qu'un climat de concurrence loyale soit assuré. Or, le Grand-Duché de Luxembourg a été condamné en 2008 pour avoir été trop soucieux de protéger les travailleurs nationaux contre la concurrence déloyale en imposant aux prestataires de services étrangers de respecter tout le droit du travail luxembourgeois, y compris les tarifs salariaux et conditions de travail fixés dans le cadre des conventions collectives de travail. La loi luxembourgeoise contraignait également les prestataires étrangers de respecter la législation luxembourgeoise relative à l'adaptation automatique de la rémunération à l'évolution du coût de la vie pour l'ensemble des rémunérations.

Suite à ce jugement, le Luxembourg est obligé de modi-

fier sa loi. Car la Cour européenne de justice (CEJ) a clairement pris une décision politique en affirmant la primauté des libertés économiques sur les droits fondamentaux et le respect du droit du travail et des conventions collectives au niveau national. La Cour veut en fait qu'un instrument visant à protéger les salariés devienne un outil de pure concurrence ouvrant portes et fenêtres au dumping social.

Pour l'OGBL cela est inacceptable et il faut réviser la directive européenne notamment dans le sens que les objectifs de protection des salariés et de concurrence loyale, figurant actuellement dans le préambule de la directive, soient clairement intégrés dans le corps de la directive. Il faudrait par ailleurs renforcer le caractère temporaire du détachement de travailleurs. La directive définit le détachement de travailleurs comme suit:

«Aux fins de la présente directive, on entend par

travailleur détaché, tout travailleur qui, pendant une période limitée, exécute son travail sur le territoire d'un État membre autre que l'État sur le territoire duquel il travaille habituellement».

Dans le projet de loi actuellement devant la Chambre des députés, la durée d'un détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services transfrontalière est limitée à 12 mois pouvant être prolongée de 12 mois. Pour l'OGBL cette approche est cohérente avec la finalité de la directive (voir définition du détachement ci-dessus) et permettrait de mieux empêcher le dumping social et économique à l'avenir. L'OGBL adresse donc un appel pressant à la Chambre des députés de ne pas modifier cette disposition dans le projet de loi.

En ce qui concerne l'indexation des salaires, l'OGBL est d'avis que ce problème n'est pas résolu dans le projet de loi actuel. Les chambres salariales avaient dans leurs avis proposé une solution qui aurait pu maintenir beaucoup plus largement l'indexation automatique des salaires en ce qui concerne les travailleurs détachés temporairement vers le Luxembourg. A titre d'exemple, la Belgique a réussi à inscrire l'intégralité de son système d'indexation dans sa loi sur le détachement sans que cela ait donné lieu à des contestations de la part des instances compétentes européennes. **L'OGBL demande aux députés de revoir cette partie du projet de loi et de s'orienter aux avis des chambres salariales.**

L'OGBL s'engage contre le chômage des travailleurs portugais

Etant donné que plus d'un tiers des personnes inscrites au chômage au Luxembourg sont des Portugais, l'OGBL a pris l'initiative de sensibiliser les autorités compétentes luxembourgeoises et portugaises sur ce sujet. A cette fin, une délégation de l'OGBL, accompagné du secrétaire général de la CGTP, a été reçue par la ministre portugaise du Travail et de la Sécurité sociale, Maria Helena André. La délégation a également été reçue par la Commission parlementaire des Affaires étrangères ainsi que par un représentant du Président de la République portugaise.

Lors de ces rencontres, la nécessité d'une nouvelle et meilleure formation professionnelle des chômeurs portugais a été évoquée ainsi que le besoin de coopération entre les deux pays dans ce domaine.

Suite à cette démarche, les ministres du Luxembourg Nicolas Schmit et Mars Di Bartolomeo ont rencontré à Barcelone la ministre portugaise et ils se sont mis

d'accords pour créer deux groupes de travail, un dans le domaine de la formation professionnelle et un autre dans celui de la sécurité sociale.



De gauche à droite: Carlos Trindade, CGTP; Maria Helena André, ministre du Travail; Carvalho da Silva, CGTP; Carlos Pereira et Eduardo Dias, OGBL

Aktuell-Gespräch mit **Frank Arndt**, Abteilungsleiter der OGBL-Regionalen

Der Wasserpreis in der Diskussion

Aktuell: Kollege Frank Arndt, bist Du mit der luxemburgischen Umsetzung der europäischen Wasserrahmenrichtlinie zufrieden?

FA: Jein. Aber vielleicht kurz zum Kontext. Die EU-Wasserrahmenrichtlinie wurde am 23. Oktober 2000 vom europäischen Ministerrat angenommen. Die von der Europäischen Union verfolgten Ziele sind keine weitere Verschlechterung der Qualität von Küstengewässern, Bächen, Flüssen und Seen (Oberflächengewässer). Die Oberflächengewässer und das Grundwasser sollen bis 2015 in einen guten ökologischen Zustand gebracht werden. Was aber kurzfristiger in diesem Rahmen erreicht werden muss, ist die Einführung eines kostendeckenden Preises für Trink- und Abwasser („Wasserpreis“). Dieser Aspekt der Richtlinie muss bis zum 1. Januar 2011 umgesetzt werden. Da die Richtlinie in Luxemburg aber erst am 30. Dezember 2008 in luxemburger Recht übertragen wurde, stehen die Gemeinden nun unter großem Zeitdruck. Hätten wir die Richtlinie früher umgesetzt, hätten wir mehr Zeit gehabt, um

grundlegende Überlegungen anzustellen, z.B. wie wir zum 1. Januar 2011 einen nationalen Einheitspreis auf drei Ebenen einführen können. Nämlich, einen einheitlichen Preis für alle Einwohner des Landes, einen solchen Preis auch für die Industrie, egal in welchem Teil des Landes ein Unternehmen angesiedelt ist, und einen einheitlichen Preis für die Landwirtschaft.

Aktuell: Warum ein Einheitspreis?

FA: Weil Wasser ein lebensnotwendiges Element ist. Wenn wir einen einheitlichen Brotpreis haben, warum können wir nicht auch einen einheitlichen Wasserpreis festlegen? Wir haben sogar einen einheitlichen Benzinpreis in Luxemburg. So wie das Gesetz jetzt zur Anwendung kommt, werden wir viele unterschiedliche Wasserpreise haben und die Bürger, die in den bevölkerungsarmen ländlichen Gebieten wohnen, werden einen relativ höheren Preis bezahlen müssen als die Stadtbewohner. Darüber hinaus können die Gemeinden den Industrien und Landwirtschaftsbetrieben Ermäßigungen gewähren, die dann von der Allgemeinheit bezahlt werden müssen. Insgesamt kann man sagen, dass die Lösungen, die sich jetzt anbieten zu einem Standortnachteil für die wenig besiedelten Regionen des Landes führen werden. Die Wasserinfrastrukturen (Trink- und Abwassernetz) werden in den ländlichen Gegenden mit weniger Einwohner zu amortisieren sein, was den Wasserpreis für diese Einwohner und für die Betriebe in diesen Gemeinden erhöht. Und das darf nicht sein!

Aktuell: Was wäre denn eine bessere Lösung gewesen?

FA: Eine Möglichkeit wäre gewesen, dass in einem so kleinen Land wie Luxemburg der Staat die gesamten Trink- und Abwasserinfrastrukturen übernommen hätte und verwalten würde. Was die Berechnung an den Endverbraucher anbelangt, hätte dies zusammen mit den Kommunen organisiert werden können.



Aktuell: Würde denn ein einheitlicher Wasserpreis für alle Bürger die Möglichkeit lassen, das Wassersparen zu belohnen bzw. den Preis sozial zu staffeln?

FA: Die EU-Direktive verbietet nicht, eine Staffelung des Wasserpreises vorzusehen. Leider wurde dies nicht explizit ins Luxemburger Gesetz eingeschrieben. Ob eine Gemeinde trotzdem eine soziale Staffelung des Preises einführen kann, bleibt eine offene Frage. In Belgien wird eine Preisstaffelung bereits seit 2003 in vielen Gemeinden praktiziert. Diese enthält 4 Ebenen: 1. Vital; 2. Sozial; 3. Normal, 4. Komfort. Was dazu geführt hat, dass in Belgien der durchschnittliche Wasserverbrauch im Jahre 2007 bei 120 L/Tag/Person lag, während er vergleichsweise in Luxemburg in der gleichen Periode bei 170 L/Tag/Person lag. Wer Wasser verschwendet, muss einen höheren Preis bezahlen! Wenn private Swimmingpools mit teurem Trinkwasser gefüllt werden, kann es nicht sein, dass diese Wasserverschwendung von der Allgemeinheit getragen werden muss.

Aktuell: Die Grünen haben gemeint, die Verteuerung des Wasserpreises könne für die sozialschwachen Haushalte über die „allocation de vie chère“ ausgeglichen werden. Kinderreiche Familien empfinden es aber oft als eine Demütigung betteln zu gehen und verlieren graduell immer mehr an Kaufkraft. Was sagt der Sozialpolitiker Frank Arndt hierzu?

FA: Diese Idee finde ich nicht gut. Wenn wir z.B. das belgische System übernehmen würden, könnte die soziale Staffelung von vornherein in die Preisstruktur eingebaut werden. Ich erkläre mich. Gehen wir wie vorher erwähnt von den Niveaus „vital“, „sozial“, „normal“ und „Komfort“ aus. Der vitale, lebensnotwendige Wasserverbrauch könnte zwischen 1 und 41 L/Tag/Person liegen; der als „sozial“ eingestufte Verbrauch zwischen 41 und 82 L/Tag/Person; der Normalverbrauch würde festgelegt werden auf zwischen 82 und 164 L/Tag/Person und der



Komfortverbrauch ab 165 L/Tag/Person. Eine Staffelung nach diesen Verbrauchswerten kommt in Belgien bereits seit mehreren Jahren erfolgreich zur Anwendung. Was den Preis anbelangt, könnte z.B. der vitale Verbrauch gratis sein, der soziale Verbrauch könnte knapp unter dem Gestehungspreis liegen, der nationale Einheitspreis der für den normalen Verbrauch gelten würde, läge leicht über dem Gestehungspreis, während der Preis für den komfortablen Verbrauch wesentlich höher liegen müsste, um den gesamten Preisausgleich herbeizuführen. Dies wäre z.B. ein Ansatz gewesen, der sozialen und ökologischen Kriterien besser Rechnung getragen hätte.

Aktuell: So wie die Direktive aber jetzt umgesetzt wird, wird der Wasserpreis überall in Luxemburg steigen.

FA: Das stimmt, aber leider wird der Preis nicht einheitlich steigen. Die Berechnungen, die bis jetzt von den Kommunen bekannt sind, zeigen, dass im innerstädtischen Bereich für Wasserversorgungs- und Entsorgung Preise von 4-5 Euro pro 1000 Liter berechnet werden und in manchen ländlichen Gebieten wird dieser Preis über 10 Euro liegen müssen, um kostendeckend zu sein.

Aktuell: Frank Arndt wir bedanken uns für das Gespräch.

Macht der Investoren über die Politik

Mil Lorang

Über die Wiedergeburt der Free-Enterprise-Ideologie und ihre Nachwehen



Bei diesem Artikel könnte man denken, es handele sich um platten Antikapitalismus. Wenn man sich aber mit den historischen Grundideen der Free-Enterprise-Ideologie (Freies Unternehmertum) auseinandersetzt, stellt man fest, dass die heute im Jahre 2010 litaneiartig

wiederholten Rezepte der Businesslobbies, so wie sie oft kritiklos von unseren Politikern übernommen werden, direkt aus diesen Grundideen des „freien Unternehmertums“ hergeleitet sind. Was auch auffällt ist, dass die Ideologie des freien Handels immer noch stark von der falschen Idee, Wettbewerb sei ein Naturgesetz, geleitet wird (Henri Grethen, Wahlkampf 2004; Präsident der mehrheitlichen UMP-Fraktion im französischen Parlament, Radio France Inter, Januar 2010; ...).

Was die Free-Enterprise-Ideologie bedeutet

Die Grundideen der Theorie des freien Unternehmertums können folgendermaßen zusammengefasst werden:

1. Jeder ist frei, ein Unternehmen zu gründen, ohne dass er hierfür eine spezifische Ausbildung braucht, ohne dass er einem bestimmten Berufsverband angehören muss und ohne dafür eine Genehmigung beantragen zu müssen.
2. Jeder ist frei, sein Unternehmen so zu führen, wie er es für richtig hält, ohne dabei irgendwelche Vorschriften seitens eines Berufsverbandes oder staatlicher oder kommunaler Stellen beachten zu müssen, insbesondere was die Behandlung der Arbeitnehmer, die Arbeitszeit, den Betriebsstandort oder die Art von Gebäuden oder Räumlichkeiten angeht.
3. Jeder ist frei, mit jedem anderen egal wo in der Welt Handel zu treiben zu den von diesen beiden Parteien allein festgelegten Bedingungen, ohne Preis und Qualitätskontrolle.

Die Ideologie gründet auf den Ideen der totalen

Vertragsfreiheit, d.h. jeder kann mit jedem einen Vertrag abschließen zu den von den beiden Parteien allein festgelegten Bedingungen – ohne Einmischung irgendeiner anderen Instanz – sowie der Freiheit, über seinen Besitz so zu verfügen, wie man es für richtig hält. Auch hier wiederum ohne Einmischung einer anderen Instanz. Später kam noch die falsche Idee hinzu, Wettbewerb sei ein Naturgesetz. Man basierte sich auf Darwins Theorie der natürlichen Auslese in der Natur um soziale Verhältnisse zu deuten, d.h. auf die Theorie, die besagt, dass unter den Lebewesen das Stärkere überleben wird. Eine naturwissenschaftliche Theorie musste erhalten, um den freien wirtschaftlichen Wettbewerb zu rechtfertigen. Dieses Missverständnis geht bis heute weiter. Es würde den Rahmen des gegenwärtigen Artikels sprengen, diesen Punkt weiter zu vertiefen.

Man kann bereits jetzt erkennen, dass Kollektivverträge, Arbeitsrecht und andere Regulierungen, gewerkschaftliche Organisation der Arbeitnehmer sowie Konzepte wie soziale Gerechtigkeit und Gleichheit, dem Geist des freien Unternehmertums diametral entgegengesetzt waren und immer noch sind. Im freien Unternehmertum gilt nur der Einzelne und dessen Freiheit, ungeachtet des sozialen, kulturellen oder ökologischen Schadens, der dieses Unternehmertum anrichtet. Deshalb trauen sich im Land der unbegrenzten Handelsfreiheit, den USA, beispielsweise die meisten Arbeitnehmer gar nicht, sich öffentlich zu einer Gewerkschaft zu bekennen. Dies ist zunehmend auch in Luxemburg, insbesondere in internationalen Finanzinstituten und Consultingfirmen der Fall.

Neubelebung in den 90-ziger Jahren

In den neunziger Jahren kam es weltweit zu einer Neubelebung der typisch angloamerikanischen Ideologie des freien Unternehmertums. Nach dem Fall der Berliner Mauer waren den Kräften der so genannten freien Märkte und dem freien Wettbewerb in allen Bereichen der Wirtschaft keine politischen Grenzen mehr gesetzt. Wie ein Tsunami eroberte die Ideologie des Freien Handels (Free Trade) alle Teile und Ecken des Globus. Durch die intensive Entwicklung der Informationstechnologien und

deren frühe Anwendung auf den Finanzmärkten wurde es für die Kapitaleigner, die so genannten Investoren, sehr einfach ihr Geld von einem Investitionsbereich in einen anderen, von einem Land in ein anderes hin und herzuschieben.

Die Investoren gewannen in den Verhandlungen oft die Oberhand über die Arbeitnehmer. Während sich das Kapital leicht und schnell, fast mit Lichtgeschwindigkeit, weiterbewegen konnte, war die Mobilität der Arbeitskräfte sehr beschränkt. Durch das ständige Anwachsen der Weltbevölkerung wuchs auch die Zahl der Arbeitskräfte auf dem entstehenden internationalen Arbeitsmarkt. Die Arbeitskräfte konnten leichter in Konkurrenz gegeneinander gesetzt werden.

Was nur noch fehlte war die Beseitigung der gesetzlichen Hemmnisse: Handelsbarrieren, Deregulierung der Finanzinstitute, Deregulierung des Arbeitsmarktes, sprich Beschneidung der Arbeitnehmerrechte, Zerschlagung und Privatisierung der öffentlichen Dienste sowie Schwächung der Gewerkschaften. Dies lieferten Politik, Regierungen und internationale Regierungsorganisationen. Und die uns von unseren Politikern als Fatalität verkaufte Globalisierung war somit perfekt. Als Beispiel sei der Liberalisierungs-, Privatisierungs- und Deregulierungswahn des Europäischen Ministerrats seit Ende

der achtziger Jahre erwähnt. Es wird hier bewusst vom Regierungsrat gesprochen, das heißt auch von unseren Ministern, und nicht von der Europäischen Kommission, weil die Kommission zwar Richtlinienvorschläge ausarbeiten kann, aber nur die Regierungsvertreter diese annehmen können.

Derzeitige Krise als Ergebnis von Deregulierung

Die Deregulierung gab den Investoren immer mehr Macht über die Politik und sie konnten noch mehr Deregulierung einfordern. Unter der Drohung, ihre Investitionen anderswo zu tätigen, wo z.B. die gesetzlichen Auflagen und der Einfluss der Gewerkschaften gering sind, bekamen sie immer mehr Zugeständnisse und Unterstützung. Und sie verlagerten am Ende doch in Billiglohnländer!

Heute verstärkt sich diese Tendenz sogar noch. Obwohl die derzeitige Krise das Ergebnis von Deregulierung, insbesondere im weltweiten Finanzsystem ist, geht der Druck auf die Arbeitskräfte einerseits und die Regierungen andererseits weiter. Arbeitsrecht, Steuern und staatliche Sozialausgaben sind den Investoren nämlich ein Dorn im Auge. Am liebsten hätten sie, so wie es die Ideologie der Free-Enterprise seit jeher verlangt, dass



jeder Arbeitnehmer ein eigenständiger Anbieter seiner Arbeitszeit ist und frei entscheidet, wie lange und unter welchen Bedingungen er oder sie arbeitet. Um seine Gesundheit und Altersversorgung soll er sich am besten selbst kümmern. Tarifverhandlungen, Kollektivverträge, Arbeitnehmerrechte, solidarische Sozialsysteme und Gewerkschaften passen nicht in dieses Bild.

Da Steuern aller Art für Unternehmen, die sich im Wettbewerb mit anderen Unternehmen befinden, und dies heute zunehmend im internationalen Wettbewerb, eine Belastung darstellen, wird nun in allen Ländern gleichzeitig der Druck erhöht, die Steuern so niedrig wie möglich zu halten. Dies bedeutet in der Folge nichts anderes als Reduzierung der Staatsausgaben für Sozialpolitik und andere öffentliche Dienstleistungen.

Es ist auffallend, dass plötzlich in allen Ländern Europas gleichzeitig über eine bestimmte Form von selektiver Sozialpolitik diskutiert wird, die am Ende darauf hinauslaufen wird, dass nur noch die Sozialschwachen und Armen staatliche Unterstützung bekommen werden. Wie entsteht eine solche grenzüberschreitende Gedankenübertragung? Natürlich über den massiven Druck der mächtigen Businesslobbies und deren Handlanger, die so genannten „unabhängigen“ Wirtschaftsexperten vom Typus eines Lionel Fontagné, auf die Politiker, die Regierungen und die Regierungsorganisationen wie die Europäische Kommission, die OECD, den Internationalen Währungsfonds, die Weltbank, die Welthandelsorganisation, die Zentralbanken. Sogar die Weltgesundheitsorganisation (WHO) ist vor diesen starken Lobbies nicht

sicher, wie die im letzten Jahr völlig überspitzte weltweite Panikmache in Sachen Schweinegrippe zeigte. Die Pharmaindustrie und deren Aktionäre verdienten sich wieder eine goldene Nase und hunderte von Millionen Euro Steuergelder sind in Impfstoff-Stocks investiert worden, die möglicherweise niemals gebraucht werden!

Wann nimmt die Politik wieder das Heft in die Hand?

Der Einfluss der internationalen Businesslobbies, sprich Investoren, betrifft auch die Ausrichtung der Wirtschaftspolitik. In der Europäischen Union reduziert sich beispielsweise die Wirtschaftspolitik fast ausschließlich auf die Verteidigung der Interessen der europäischen Unternehmen im globalisierten Markt. Eine eigenständige, nachhaltige und gemeinsame Wirtschaftsentwicklungspolitik innerhalb des europäischen Binnenmarktes wird nicht betrieben. Aber nur eine solche Politik würde neuen Reichtum in Europa und neue Arbeitsplätze schaffen. Die ausschließliche Ausrichtung der europäischen Politik auf Wettbewerb, Wettbewerb innerhalb der EU und Wettbewerb auf den Weltmärkten, wird am Ende in Europa viele Millionen von Menschen in die Arbeitslosigkeit und in die Armut treiben und zu großen sozialen Unruhen führen.

Unsere Politiker wären gut beraten, sich daran zu erinnern von wem sie gewählt worden sind und wessen Interessen sie zu verteidigen haben. Die Freie-Unternehmens-Ideologie wird zu einer Gesellschaft führen, welche von großen sozialen Ungleichheiten geprägt sein wird. Es sei denn, unsere Politiker tun sich weltweit zusammen und fordern eine grundlegende Reform des Kapitalismus und der Marktwirtschaft im Sinne von Regulierung, wie sie neulich in Davos vom französischen Präsidenten in die Diskussion gebracht wurde. Nur eine soziale Marktwirtschaft, welche den Faktoren Umweltschutz, Klimaschutz, Ressourcenknappheit und Gleichwertigkeit der Völker in der Welt Rechnung trägt, kann langfristig die Menschheit vor dem totalen Supergau bewahren. Die Zukunft hat längst begonnen. Wann kommt diese Tatsache in den Köpfen der politisch Verantwortlichen an und leitet sie dazu, ohne Wenn und Aber, den Investoren, Kapitaleignern und sonstigen Spekulanten wieder das Heft aus der Hand zu nehmen?



Régime général d'assurance pension

Si réforme, quelle réforme?

Le 28 janvier 2010, l'OGBL avait organisé une conférence interne sur le thème des pensions. A cette occasion, le rapport de l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) à l'attention du «Groupe de réflexion pensions» fut présenté par Tom Dominique. Cette présentation fut suivie d'une présentation de Sylvain Hoffmann de la Chambre des salariés (CSL) sur la viabilité à long terme du système de pension. Enfin, Robert Kieffer, président de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) a fait une contribution remarquable en son nom personnel.

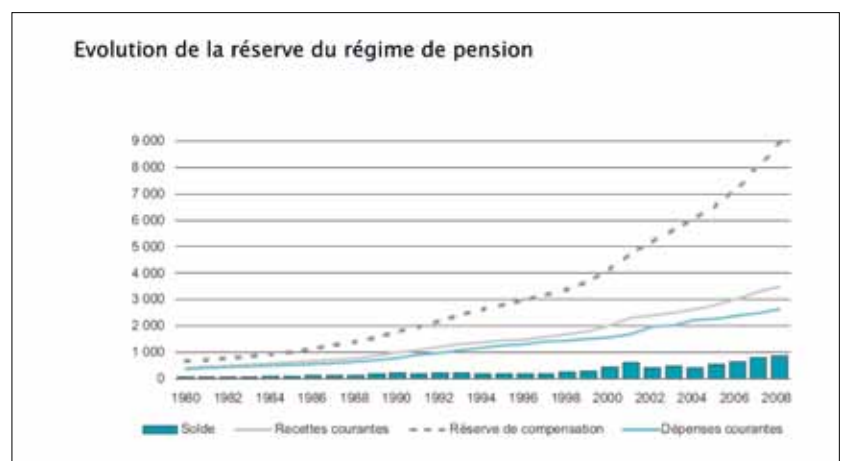
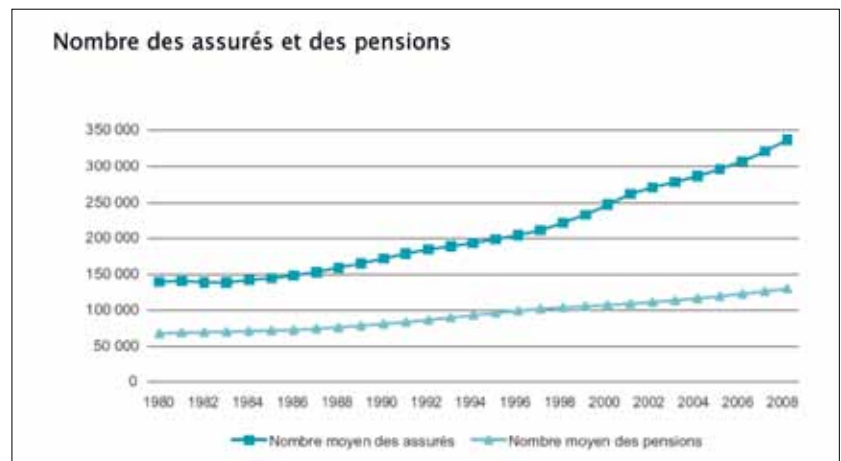
Dans le présent article nous ferons état uniquement des contributions de Tom Dominique et de Sylvain Hoffmann. Les orateurs sont d'accord pour dire que la situation actuelle du régime de pension est excellente. La croissance exponentielle de l'emploi intérieur depuis les années 80, de 170 000 à 350 000, a permis la constitution d'une réserve exceptionnelle qui s'élève aujourd'hui à 9,7 milliards d'euros correspondant à plus de 3,5 fois les dépenses annuelles du régime de pension. Le nombre d'actifs est aujourd'hui deux fois plus élevé que le nombre de pensionnés. Malgré cette situation extraordinaire pour laquelle le Luxembourg est envié par tous les autres Etats membres de l'Union européenne, le rapport de l'IGSS rend attentif au fait qu'il faudrait commencer à agir aujourd'hui pour éviter une catastrophe en 2050. Car à partir de 2020, le nombre de pensionnés croîtra d'année en année de la même façon exponentielle que le nombre de salariés a augmenté entre 1985 et 2009.

Scénario 2,2% de croissance économique

L'IGSS a calculé plusieurs scénarios pour analyser la situation future du régime de pension. Le scénario sur lequel l'IGSS a basé ses projections à l'adresse du groupe de travail en question suppose une croissance économique de 2,2% en moyenne et une progression de l'emploi de 0,5% par an. Si donc le système de pension restait constant, c-à-d les prestations et les cotisations restaient inchangées par rapport à aujourd'hui, voici l'évolution des chiffres projetée par l'IGSS:

Les recettes progresseraient jusqu'en 2037, à 5,9 milliards, avant de se réduire jusqu'à 4,9 milliards en 2050. De l'autre côté, les dépenses seraient en progression constante. Dès 2024, le système serait déséquilibré, les dépenses devenant supérieures aux recettes. En fin de période calculée, c-à-d en 2050, les dépenses

représenteraient 20% du produit intérieur brut (PIB) et les recettes à peine 5%. Toujours d'après ce scénario, la réserve connaîtrait une progression jusqu'en 2024 et après cette année elle diminuerait de manière accélérée en raison d'une stagnation puis d'une baisse des recettes, tandis que les dépenses continueraient à progresser. La réserve serait épuisée en 2034. Le taux de cotisation devrait augmenter successivement à 30,75% en 2026, à 43,50% en 2033 et atteindrait 48,75% en 2048, comparé à aujourd'hui 24%.



Source: Rapport IGSS 2008

Divergence de vues

Pour les économistes de la Chambre des salariés, les hypothèses de l'IGSS ne sont pas tout à fait crédibles et nous reproduisons ci-dessous les conclusions de leur analyse:

«Comme toute hypothèse, les hypothèses de l'IGSS peuvent évidemment être mises en question: un changement parmi les paramètres retenus retarderait la détérioration annoncée de la situation financière du régime. D'ici 2060, des changements structurels sociétaux pourraient survenir et repositionner la problématique dans d'autres dimensions.

Des mesures anticipatives trop incisives découlant de telles prévisions peuvent même se révéler, pour l'heure, contreproductives et constituer une charge supplémentaire en gonflant encore davantage la réserve du régime au détriment de dépenses de consommation ou productives pour l'économie.

Le système de pension luxembourgeois est principalement basé sur la répartition. Un tel système garantit au futur pensionné une promesse, suivant laquelle des produits réalisés par d'autres seront mis à sa disposition lorsqu'il prendra sa retraite. Suite à un afflux de main-d'œuvre continu et relativement remarquable sur le marché du travail au cours des dernières décennies, le régime est resté financièrement très sain, de sorte que les cotisations payées à l'heure actuelle dépassent largement les prestations versées, ce qui permet ainsi une augmentation de la réserve.

Les actifs d'aujourd'hui seront les pensionnés de demain et, dans la logique d'un système de répartition pure, il faudra toujours avoir recours à suffisamment d'actifs pour maintenir l'équilibre financier. Cette approche nécessite une croissance économique continue générant des ressources financières suffisantes pour chaque actif, lui permettant de la sorte de contribuer au financement des pensions de retraite.

Il n'en reste pas moins que, toutes choses égales par ailleurs, le système luxembourgeois, tel qu'il existe actuellement, dépend d'une croissance prononcée de la masse cotisable pour financer les prestations futures, étant donné que la contribution individuelle de chacun est inférieure à sa prestation individuelle future; la viabilité du système repose donc sur une augmentation constante et nécessairement forte du nombre de cotisants.»

Le représentant de la Chambre des salariés a livré ensuite quelques éléments de réflexion sur des mécanismes de financements alternatifs permettant d'augmenter les recettes du système en cas de nécessité sans constituer de nouvelles charges futures. Nous résumons ci-après les pistes principales présentées à l'occasion de la conférence qui sont censées animer le débat sans constituer la position de la Chambre des salariés.

Privilégier un mix de mesures socialement équitables

La transition d'un régime de répartition vers un régime de capitalisation n'est certainement pas une solution, puisque le régime de capitalisation est in fine également dépendant de l'évolution démographique et est soumis au risque d'un crash boursier. Par ailleurs, un tel système, où chacun épargne pour sa propre retraite, est évidemment moins équitable qu'un système par répartition tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Ensuite, d'aucuns songent à une baisse des pensions, alors qu'elles sont pourtant conformes au niveau de vie engendré par l'essor des activités économiques. Au vu des attentes qu'elle exprime, il est permis de penser que l'opinion publique n'accepterait probablement pas une telle réduction des prestations en cas de vieillesse, alors que le régime de pension ne connaît aucune difficulté financière à l'heure actuelle.

D'autre part, les assurés sont très attachés à leur système de protection sociale qui ne doit pas être dégradé au niveau d'une simple protection minimale. La sécurité sociale doit en tout cas être préservée et développée en tant qu'assurance sociale. Il ne s'agit pas d'un filet de sécurité minimal (Sozialabsicherung), mais d'une assurance sociale (Sozialversicherung). Ceci est la philosophie à la base du système continental européen de la sécurité sociale qui lie la protection sociale dans une large mesure à l'exercice d'une activité professionnelle. L'acquis du Luxembourg, qui connaît le plus faible taux de pauvreté des personnes âgées de l'Union européenne, doit être maintenu.



Les incitations d'une prolongation volontaire de la vie active constituent certainement une voie possible, encore faut-il engager la responsabilité des entreprises en la matière qui doivent offrir les conditions de travail attractives pour rendre cette piste viable.

Finalement, afin de garantir le financement de notre système de pension, une hausse des recettes peut être envisagée, sans que cette hausse des contributions ne crée automatiquement une hausse des prestations. Ainsi, la suppression du plafond de l'assiette de cotisation rapporterait des recettes supplémentaires d'un ordre de grandeur de quelque 1,3% du PIB.

Une réforme de la base cotisable des entreprises pourrait également être engagée. Au lieu de prélever les cotisations sur la rémunération des salariés, on pourrait choisir la valeur ajoutée comme base. De telle manière, les entreprises occupant relativement plus de main-d'œuvre pourraient même assister à une réduction de leur contribution alors que les entreprises où la rémunération des salariés pèse moins dans la valeur ajoutée pourraient contribuer plus. D'après les calculs de la Chambre des salariés, un tel changement pourrait également rapporter des recettes supplémentaires de l'ordre de 1% du PIB.

Une contribution supplémentaire des entreprises est malheureusement souvent considérée comme nuisible à leur «compétitivité». Toutefois, la Chambre des salariés rappelle qu'au cours d'un certain nombre d'années déjà, celles-ci ont bénéficié d'une réduction importante de leurs charges lesquelles ont été partiellement transférées aux assurés et au budget de l'Etat.

Etant donné que selon des sondages les assurés seraient également prêts à contribuer davantage à leur retraite, la Chambre des salariés a calculé l'effet d'une hausse du taux de cotisation de 1 point de pour cent des assurés et de l'Etat, les entreprises cotisant dorénavant sur la valeur ajoutée. Une telle mesure rapporterait des recettes supplémentaires à hauteur de 0,6 % du PIB.



Finalement, une fiscalisation accrue n'est pas à exclure, étant donné que beaucoup de charges ont été transférées des entreprises vers le budget de l'Etat et notamment le Fonds pour l'emploi.

La voie d'une augmentation préférentiellement neutre des recettes, c'est-à-dire de préférence sans accroître les prestations futures par des droits supplémentaires, offre clairement une issue positive à la viabilité du système de pension. Evidemment une telle augmentation des recettes se doit d'être socialement équitable et donc partagée par tous les acteurs de la vie économique selon leur capacité contributive.

Enfin, nous posons la question de savoir si prélever une partie supplémentaire sur l'augmentation de la richesse économique pour, à la fois, assurer le bien-être de notre population vieillissante et préserver l'assurance vieillesse publique, l'une des grandes conquêtes sociales du XX^e siècle serait un prix trop élevé à payer? Peut-on d'ailleurs réellement prétendre vouloir à la fois sauver le système de retraite par répartition et réfuter toute hausse des cotisations sociales qui le financent ou l'intervention de financements de source fiscale supplémentaires potentiellement nécessaire?

Comparaison avec les pays voisins

Cotisations de sécurité sociale en pourcentage du salaire brut, pour un travailleur célibataire sans enfant gagnant 100 % du salaire moyen

	Luxembourg	Allemagne	Belgique	France
Santé, maladie, invalidité	10,21	15,70	10,07	13,85
Retraite	16,00	19,50	15,24	22,35
Autre (chômage, prestations familiales etc.)	1,27	6,50	19,03	19,64

Source : OCDE, Perspectives de l'emploi 2007

Aktuell-Gespräch mit **Henri Kremer**, Präsident und **Robert Racké**, Sekretär der Pensioniertenabteilung des OGBL

Starke OGBL-Pensioniertenabteilung verschafft sich Gehör

Aktuell: Was sind die Schwerpunkte der Arbeit der Pensioniertenabteilung innerhalb des OGBL?

HK: Gemäß unserer Statuten hat die Pensioniertenabteilung den Zweck, in enger Zusammenarbeit mit den Instanzen des OGBL, die wirtschaftliche und soziale Besserstellung der Pensionierten zu erreichen. Unsere Hauptaufgabe ist es, den verantwortlichen Strukturen des OGBL alle Fragen zu unterbreiten, die sich in unserem Aufgabenbereich stellen.

Aktuell: Was sind zu diesem Zeitpunkt ihre Prioritäten? Welche Probleme stellen sich?

RR: Ich möchte auf die Resolution verweisen, die wir am 22. Mai 2009 in Remich verabschiedet haben und daraus einige Forderungen der Pensioniertenabteilung hervorheben, die natürlich immer noch hoch aktuell sind:

1. die Absicherung der aktuellen zweijährigen Rentenanpassung;
2. die Absicherung der zukünftigen Leistungen durch Erschließung zusätzlicher alternativer Finanzquellen;
3. ein Anrecht auf ein garantiertes Mindesteinkommen welches ein anständiges und würdiges Leben ermöglicht;
4. das Anrecht auf eine passende Wohnung zu einem bezahlbaren Preis;
5. das Anrecht auf Kredite sowie Zuwendungen zur Verbesserung oder zum Umbau einer Wohnung um älteren Leuten ihre Lebensqualität im eigenen Haus zu ermöglichen.

HK: Wir fordern aber auch eine Reihe von Verbesserungen im Gesundheitswesen, wie z.B. solche die insbesondere Personen mit kleinen Pensionen entgegenkommen würden: die Abschaffung der Honoraraufschläge beim Arztbesuch (CP) und die allgemeine Einführung des „tiers payant“ bei allen Krankenhausleistungen. Des Weiteren fordern wir die Abschaffung des ungerechtfertigten 66-prozentigen Aufschlags auf medizinischen Honoraren bei Krankenhausaufenthalt in der 1. Klasse.

RR: Zusammen mit der OGBL-Immigriertenabteilung haben wir am 24. März eine Unterredung bei der Familienministerin Marie-Josée Jacobs, um mit ihr global über Probleme des 3. Alters sowie über das Thema Dienstleistungsschecks für Senioren („chèques-services“) zu sprechen.

Aktuell: Um welche Probleme handelt es sich da?

RR: Es geht beispielsweise um den Zugang zu Alters- und Pflegeheimen. Wenn im Falle eines pensionierten Ehepaares eine Person auf ein Pflegeheim angewiesen ist, besteht für die andere Person ein großes Risiko von Verarmung. Wir fordern eine bessere Absicherung in solchen Fällen und verbesserte staatliche Beihilfen. Was die „Chèques-services“ anbelangt wollen wir in erster Linie Klarheit bekommen über die Art von Dienstleistungen, die hier anvisiert werden, aber auch darüber, wer in den Genuss solcher Schecks kommen kann.

HK: Wir wollen auch mit der Ministerin über die Pensionsprobleme von nach Luxemburg eingewanderten Arbeitnehmern reden.

Aktuell: Was sind die Hauptsorgen der Pensioniertenabteilung für die Zukunft?

HK: Seit Jahren wird von notwendigen Strukturreformen im luxemburgischen Rentensystem gesprochen. Dieses Thema ist wieder stark in der Diskussion. Wir wissen natürlich was der Begriff „Strukturreform“ in der Sozialpolitik bedeutet und wo die Diskussion herkommt. Es bedeutet meist nichts Gutes für die Versicherten nämlich Sozialabbau, Abbau von Leistungen bzw. Zurückfahren der staatlichen Ausgaben im Sozialbereich. Angeleiert werden diese Diskussionen meist von den Patronatsorganisationen. Deren Idee ist, dass der Staat alles unternehmen sollte, um die Sozialausgaben zu reduzieren und gleichzeitig die Betriebssteuern zu senken. Eine solche Vorgehensweise würde natürlich mittel- und langfristig zu einer Individualisierung und Privatisierung des Pensionssystems führen. Die Pensioniertenabteilung des OGBL und ihre Zigtausende pensionierte Mitglieder verfolgen die Diskussion mit



Henri Kremer



Robert Racké

größter Aufmerksamkeit und stellen von vornherein klar: Wir halten am solidarischen Generationensystem und an dem so genannten Umlageverfahren fest und fordern, dass auch die kleinsten luxemburgischen Renten in Zukunft immer ein menschenwürdiges Leben ermöglichen müssen.

RR: Wir wollen natürlich auch, dass unser Rentensystem langfristig abgesichert bleibt und verschließen uns keiner ehrlich geführten Diskussion.

Aktuell: Wie würde Ihres Erachtens denn eine solche Absicherung ohne Leistungsabbau aussehen?

HK: Erstens dürfen in Zukunft keine Gelder aus den Rentenreserven mehr zweckentfremdet werden (Beispiel „Mammerent“). Wir dulden keinen weiteren Griff in die Reserven! Zweitens müssen die Reserven profitabel angelegt werden, allerdings mit minimalem Risiko. Drittens: Falls sich eines Tages ein Finanzierungsproblem stellen sollte, verschließen wir uns nicht einer paritätisch-gleichwertigen Beitragserhöhung.

RR: Was für den OGBL überhaupt nicht in Frage kommt, ist die Entlassung des Staates aus der finanziellen Verantwortung. Das vom Staat in die Pensionskasse einbezahlte Drittel der Gesamtbeiträge kommt nicht nur den Lohnempfängern zu Gute sondern auch dem Patronat. Dadurch können nämlich die so genannten Lohnnebenkosten niedrig gehalten werden, was den Luxemburger Betrieben gegenüber der internationalen Konkurrenz einen Wettbewerbsvorteil verschafft.

HK: Wenn von Mehreinnahmen die Rede ist, gibt es natürlich noch andere Möglichkeiten als nur ausschließlich die Beiträge auf der Lohnmasse zu berechnen. Z.B. müssten auch Betriebe, die hohe Gewinne mit einer relativ kleinen Belegschaft machen, zusätzlich zu den auf den Löhnen berechneten Beiträgen, in die Pensionskasse einbezahlen.

Aktuell: Letzte Frage: Wie steht es um die Mitgliedschaft der Pensionierten im OGBL?

RR: Leider stellen wir fest, dass eine Reihe von OGBL-Mitgliedern bei Eintritt in die Pension aus der Gewerkschaft austreten. Man muss allerdings sagen, dass wir im OGBL über eine sehr starke Pensioniertenabteilung verfügen mit Tausenden von Mitgliedern, weit über 10.000. Die Abteilung ist in allen Gremien des OGBL auf nationaler, regionaler und lokaler Ebene vertreten. In Brüssel werden unsere Interessen durch die FERPA wahrgenommen.

HK: Gerade jetzt, wo mit der Einführung der neuen Arbeitnehmerkammer endlich eine langjährige Forderung des OGBL verwirklicht wurde, ist es wichtig OGBL-Mitglied zu bleiben. Die Pensioniertenabteilung begrüßt, dass sie in Zukunft ebenfalls in dieser Kammer die berechtigten Erwartungen und Forderungen des 3. Alters vertreten kann, solange die materielle Versorgung bei Krankheit oder Pflegebedürftigkeit nicht abgesichert ist, da bestimmte Leistungen immer wieder von verschiedenen Kreisen in Frage gestellt werden.

Vieles wurde bereits erreicht, es bleibt aber noch vieles zu tun und abzusichern. Nicht wenigen Interessengruppen sind unsere sozialen Errungenschaften ein Dorn im Auge und sie würden unser Sozialsystem am liebsten auf ein Mindestmaß zurückschrauben.

Wir richten deshalb einen eindringlichen Appell an alle OGBL-Mitglieder bei Pensionierung Mitglied im OGBL zu bleiben. Weil, wer soll denn sonst die Rechte und Interessen der Rentner mit Engagement und Wirksamkeit verteidigen, wenn nicht ein starker OGBL, die erste Gewerkschaft Luxemburgs?

Aktuell: Henri Kremer und Robert Racké wir bedanken uns für das Gespräch.

Présentation des nouveaux secrétaires centraux adjoints



De gauche à droite:
Carole Calmes, Françoise Wetz, Stefano Araujo et
Marta Pereira

Au sein de l'OGBL, le secrétaire central est un responsable syndical élu par le Congrès et affecté par le Comité national aux syndicats professionnels, aux régionales ou aux départements conformément aux dispositions statutaires régissant les droits de codécision des structures statutaires de la confédération. Dans les syndicats professionnels de l'OGBL le ou la secrétaire central(e) est la personne responsable des négociations de conventions collectives de travail. Par ailleurs, les secrétaires centraux des syndicats sont responsables du

bon fonctionnement de toutes les structures des syndicats, notamment des directions syndicales et ce sont les personnes de contact des délégués du personnel OGBL dans les entreprises. Le secrétaire central peut être épaulé par un(e) secrétaire central(e) adjoint(e).

L'OGBL a récemment procédé à l'embauche de quatre nouveaux secrétaires centraux adjoints. Aktuell s'est entretenu avec les novices.

Pourquoi avoir postulé à l'OGBL?

Pour **Françoise Wetz** c'était surtout le défi de vouloir défendre les acquis sociaux et salariaux pour lesquelles des générations entières de travailleurs sont descendues dans la rue. Elle compte faire bénéficier le syndicat professionnel auquel elle est affectée de ses compétences en matière de communication qu'elle a déjà pu mettre en pratique pour l'Etat dans le cadre d'un contrat à durée déterminée. **Carole Calmes** a vécu des situations d'inégalité entre femmes et hommes dans le domaine de l'aviation civile et a réalisé l'importance d'un syndicat pour défendre les salariés, tous les salariés. Elle est d'avis que l'OGBL est un syndicat avec une longue tradition et que sans un tel syndicat fort et multi-sectoriel les acquis sociaux et salariaux ne seraient pas ce qu'ils sont aujourd'hui au Luxembourg. Par les temps qui courent le rôle des syndicats est plus important que jamais, pense-t-elle. **Marta Pereira** a été attirée par l'annonce comme elle était à la recherche de son premier emploi. Pour elle aussi travailler pour l'OGBL est un défi qu'elle veut relever. Elle est très sensible à la mission de défense des intérêts des salariés, de se battre pour de meilleures conditions de travail et de rémunération. Pour elle, les syndicats sont indispensables pour

Stefano Araujo (26)

Stefano a fait des études de communication à l'Université Libre de Bruxelles sanctionnées par un diplôme de Master en Information et Communication.

Carole Calmes (31)

Carole est pilote de ligne de formation. Elle est une sportive de premier plan. Championne du Luxembourg en tir aux armes sportives. Elle fait partie du cadre de sportifs d'élite du Comité olympique et sportif luxembourgeois.

Marta Pereira (23)

Marta a fait des études en culture européenne et en langue française à l'Université du Luxembourg sanctionnées par un diplôme de Bachelor.

Françoise Wetz (28)

Françoise a fait des études en communication et relations internationales à l'Université de Liège sanctionnées par une Licence et un DEA.

Etait présent à la réunion également le chef du département des syndicats professionnels et membre du Bureau exécutif de l'OGBL, **Jean-Claude Bernardini**.

Jean-Claude a clôturé la réunion par ces mots:

«En voyant nos quatre nouveaux collaborateurs, j'aimerais souligner que tous ceux qui pensent que les jeunes ne s'engagent plus dans les syndicats se trompent. Les valeurs que nous défendons, telles que la solidarité, la répartition plus équitable des richesses créées, la défense des acquis sociaux, ... interpellent également les jeunes.

Les secrétaires sont un élément important dans la vie des syndicats professionnels de l'OGBL. Ils sont notamment les relais permanents entre les délégués du personnel, les militants et les affiliés dans les entreprises, et ils représentent et défendent les intérêts des salariés. Il est impossible d'énumérer

leurs différentes missions. J'en citerai quelques unes pour mémoire: mettre sur pied des équipes syndicales dans les entreprises et secteurs; négocier dans les entreprises et secteurs; alimenter et animer les débats dans les délégations d'entreprises; contribuer à enrichir les discussions en vue de l'élaboration de prises de positions dans les diverses structures de l'OGBL,....

Le métier de secrétaire central est un métier qu'il est impossible d'apprendre à l'école. Il s'agit d'un travail basé tant sur le savoir-faire que sur le savoir-être, individuel comme collectif. Un travail qui nécessite une implication permanente, un travail diversifié et ayant une grande plus-value sociale, un travail qui finalement demande aussi une remise en question permanente. Tout cela le rend peut-être tellement passionnant et intéressant... »

protéger les droits des salariés. Enfin, **Stefano Araujo** a fait un choix professionnel clair en rejoignant l'OGBL: il veut définitivement travailler pour une organisation qui s'engage en faveur des personnes humaines plutôt que de travailler pour l'accroissement du profit dans une entreprise. Il est très sensible à défendre les droits des salariés, surtout de ceux qui ont des difficultés à se défendre soi-même p.ex. pour faute de connaissances linguistiques.

Quels sont leurs domaines d'activités?

Françoise est affectée actuellement au syndicat Commerce de l'OGBL. C'est un travail intéressant et diversifié. Elle voit le défi de son travail surtout dans le fait que sur le terrain, dans les entreprises, il faut tous les jours aider les délégués à créer et à maintenir un bon rapport de force vis-à-vis de l'employeur, ce qui n'est pas toujours évident. **Carole** est affectée aux syndicats Services et Energie, Banques et Assurances ainsi qu'au syndicat Imprimeries, Médias et Culture de l'OGBL tout comme **Marta**. Elles sont toutes les deux très contentes du climat de travail au sein de l'OGBL et sont enchantées par la diversité du travail et le fait qu'elles apprennent de nouvelles choses tous les jours. Pour **Carole** ce job a un grand potentiel de développement y compris sur le plan personnel. **Stefano** est heureux d'avoir été affecté au syndicat du Bâtiment et de l'Artisanat du

bâtiment. Il trouve que les délégués dans les entreprises étaient très accueillants vis-à-vis de lui. Le bâtiment est un domaine très paternaliste. Face au patron, les salariés et leurs délégués doivent être épaulés par un syndicat fort pour défendre leurs droits et intérêts. C'est là que **Stefano** voit aussi son rôle: donner les outils notamment de communication aux délégués pour faire face avec efficacité et détermination à leur employeur. Il pense également que sa maîtrise de la langue portugaise pourra l'aider dans son travail.





**Aviation
Civile**

Hubert Hollerich

Zwischenfall auf Findel

Bodenradar aktueller denn je

Mit Genugtuung nimmt das OGBL-Syndikat Zivile Luftfahrt zur Kenntnis, dass Nachhaltigkeits- und Infrastrukturminister Claude Wiseler endlich Einsicht zeigt und bereit ist, nachdem der Flughafen am 21. Januar haarscharf an einer Katastrophe vorbeikam, in ein Bodenradarsystem am Findel zu investieren.

Wäre der Flughafen mit einem Bodenradar versehen, hätte es den Zwischenfall nicht gegeben.

In einer Resolution des OGBL-Syndikats Zivile Luftfahrt, die anlässlich des Syndikatstags am 4. November 2009 angenommen wurde, fordert die Gewerkschaft die sofortige Einführung eines Bodenradarsystems. Die OGBL-Resolution hat folgenden Wortlaut:

„In die Sicherheit am Flughafen investieren

Der OGBL verlangt, gemäß den Anforderungen der internationalen Zivilluftfahrtorganisation OACI und der luxemburgischen DAC (Direction de l'Aviation civile), seitens des Ministers für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen, endlich die Einführung eines Bodenradarsystems, das bei Schlechtwetterbedingungen zur Bodenkontrolle am Flughafen unverzichtbar ist und somit die Sicherheit am Findel erheblich verbessern würde. In dem Fall muss das Personal im Kontrollturm um 12 zusätzliche Beamte aufgestockt werden.“

Der OGBL bedauert zwar diese späte Einsicht, sieht sich aber mit der Ankündigung der Regierung in ein Bodenradarsystem zu investieren in seiner Haltung bestätigt.

Transformation sur métaux et Garages



Marco Casagrande



Robert Wolff

Bilanz 2009 des Syndikats Metallverarbeitende Betriebe und Garagen

2009: Ein Jahr der Krise

Wenn in der Vergangenheit durchschnittlich pro Jahr 2 bis 5 zum Syndikat Metallverarbeitende Betriebe und Garagen gehörende Unternehmen beim Konjunkturkomitee Kurzarbeit angefragt haben, stieg die Zahl im vergangenen Jahr auf 348 Anträge. 43 davon stammten aus Betrieben aus dem metallverarbeitenden Sektor, einer aus dem Garagensektor.

216 Anfragen waren konjunkturell, 69 Anfragen strukturell sowie 59 Anfragen durch die Situation eines anderen Betriebs bedingt. 2 Anträgen wurde zuerst nicht stattgegeben, da ein Arbeiterhaltungsplan (PME) erstellt werden musste. 2 Anträge wurden abgelehnt, weil Entlassungen oder ein Sozialplan anhängig waren.

In 13 metallverarbeitenden Betrieben und in einem Garagenbetrieb wurde für 3.253 Beschäftigte ein Arbeiterhaltungsplan ausgehandelt.

In 4 Betrieben wurde sich für Personalabbau entschieden. Anlässlich

der Schließung eines Betriebes wurde ein Sozialplan für 265 Arbeitnehmer verhandelt. Nur bei einem Betrieb war der Hauptgrund die Einstellung der Produktion aus wirtschaftlichen Gründen, bei den anderen Unternehmen ging es schlicht und ergreifend um die Auslagerung der Produktion in ein anderes Land.

Aus den ArcelorMittal angegliederten Unternehmen konnten im Laufe des Jahres zwei Betriebe in das Abkommen der Tripartite sidérurgique (Stahl-Dreierkonferenz) integriert werden. 360 Arbeitnehmer sind von dieser Maßnahme betroffen.

Die Bruttorückerstattung an die 44 Betriebe mit 6.620 Beschäftigten liegt bei 46.115.629,10 € für 4.569 angefragte Arbeitnehmer, wobei die Nettorückerstattung für etwa 25 % der 4.569 Angefragten bei ebenfalls 25 % des Bruttobetragtes liegt.

Des Weiteren wurde in den Arbeiterhaltungsplänen für 49 Arbeitnehmer der Vorruhestand (Préretraite ajustement) angefragt. Dies macht einen provisorischen Kostenpunkt von 3.348.975 € aus. Die Patronatsbeteiligung, welche vom Arbeitsminister auf 30 % bis 70 % festgelegt werden kann, wurde vom Konjunkturkomitee mit Einverständnis oder auf Forderung des OGBL auf 20 bis 40 % festgelegt.

Für 280 Arbeitnehmer wurde eine Steuerbefreiung angefragt.

Unter den 575 dem Konjunkturkomitee gemeldeten Entlassungen waren 36 Arbeitnehmer, die Mitglied des OGBL sind.

Einige Betriebe kamen ohne Kurzarbeit aus, weil sie auf eine hohe Anzahl von Interimsarbeitern oder auf Arbeitnehmer mit Zeitverträgen zurückgegriffen haben. Deren Verträge wurden ab Ende 2009 nicht mehr verlängert oder erneuert. Wenn sich 2010 die Lage nicht ändert,

muss in diesen Betrieben ebenfalls mit Kurzarbeit gerechnet werden.

In 6 Betrieben hat der OGBL zusammen mit dem Sekretariat des Konjunkturkomitees und dem Patronat nach Lösungen zum Arbeitsplatzhalt gesucht.

Des Weiteren wurde für einige Betriebe eine gründliche Untersuchung angefragt. Einigen dieser Betriebe wurden daraufhin strengere Auflagen auferlegt, um in den Genuss staatlicher Hilfen zu kommen.

Festgestellt wurde ebenfalls, dass Weiterbildungs- beziehungsweise Umschulungsmaßnahmen nur in Betrieben mit strukturellen Problemen organisiert worden sind. Der OGBL bedauert dies. In der Tat müsste es bei einer Referenzperiode von einem Jahr für die staatlichen Hilfen auch bei konjunkturellen Problemen möglich sein, Fortbildungsprogramme durchzuführen.

Das Konjunkturkomitee musste feststellen, dass ein Betrieb trotz Kurzarbeit Rekordgewinne machte.

Obwohl man in den meisten Betrieben noch keine genauen Prognosen für das Jahr 2010 machen kann, scheint sich die Lage zu stabilisieren.

Verschiedene Betriebe werden aber auch noch für das Jahr 2011 auf die augenblicklichen staatlichen Hilfsmittel angewiesen sein, um Entlassungen zu vermeiden.

Für das Jahr 2009 kann man allerdings eine ganz klare Schlussfolgerung ziehen: Dank der zusätzlichen staatlichen Hilfen, die durch Gesetzesänderungen möglich wurden, konnte eine Vielzahl von Entlassungen vermieden werden.

Leider musste aber auch festgestellt werden, dass einige Betriebe ungerechtfertigte Anfragen nach Staatshilfen stellten oder gar mit diesen Missbrauch betrieben. Es

kann also nicht alles schön geredet beziehungsweise schön geschrieben werden.

Unser Berufssyndikat hat auch festgestellt, dass das Gesetz betreffend den Arbeitserhaltungsplan noch stark verbesserungswürdig ist.

Abschließend fordert unser Syndikat bessere gesetzliche Kontrollmaßnahmen wie zum Beispiel die Einführung eines sozialen Audit in den Betrieben, um schneller und besser reagieren und agieren zu können.

Vous trouvez la version française sous www.ogbl.lu rubrique Syndicats professionnels, Syndicat Transformation sur métaux et Garages

Transport sur route



Romain Daubenfeld

Hubert Hollerich

Transports de marchandises par route et logistique

Convention collective signée

Les organisations syndicales OGBL et LCGB ainsi que le Groupement Transports ont signé, en date du 1^{er} février 2010, la convention collective pour le secteur des transports et de la logistique.

En raison de la situation économique difficile dans ce secteur, les organisations signataires ont convenu de reconduire, pour une durée de 13 mois, les principes de base repris dans l'ancienne convention, en l'adaptant aux réglementations européennes et nationales actuellement en vigueur.

Le nouveau texte a sorti ses effets le 1^{er} février 2010 et est applicable à toutes les entreprises actives dans le secteur du transport professionnel de marchandises par route, du déménagement, de la messagerie et du courrier-express de même que de la logistique. Sont concernés plus que 10.000 salariés.

Les partenaires sociaux ont entrepris les démarches nécessaires en vue de demander la déclaration d'obligation générale auprès de l'Office national de conciliation, ce qui aura comme effet que la convention collective sera publiée, par le biais d'un règlement grand-ducal, au Mémorial et sera alors applicable à l'ensemble de ce secteur économique.

Gewerblicher Straßengüterverkehr und Logistiksektor

Kollektivvertrag unterzeichnet

Die Gewerkschaften OGBL und LCGB sowie der Transportverband unterzeichneten am 1. Februar 2010 den Kollektivvertrag für den Transport- und Logistiksektor.

Wegen der wirtschaftlich schwierigen Zeiten in diesem Wirtschaftszweig wurden die Grundelemente des ehemaligen Vertrags für 13 Monate verlängert. Der neue Kollektivvertrag wurde darüber hinaus an die gültige europäische und nationale Gesetzgebung angepasst.

Der Vertrag trat am 1. Februar 2010 in Kraft und ist anwendbar auf alle Betriebe des gewerblichen Straßengüterverkehrs, die Umzugsunternehmen, die Eil- und Kurierdienste sowie die Logistikbetriebe. Betroffen sind hiervon mehr als 10.000 Beschäftigte.

Die Vertragspartner haben die nötigen Schritte in die Wege geleitet, um die Allgemeinverbindlichkeit beim Schlichtungsamt zu bean-

tragen, womit der Kollektivvertrag über eine großherzogliche Verordnung im „Mémorial“ veröffentlicht wird und dann offiziell für den gesamten Wirtschaftszweig gültig ist.

Services publics



Christian Sikorski

Pit Schreiner

Postunternehmen (EPT)

Kollektivvertragsverhandlungen

Die Anwendung der europäischen Direktiven, welche die Liberalisierung der Postaktivitäten vorsehen, führt zum Verlust der letzten Monopole des Postunternehmens (EPT). Das bedeutet, dass spätestens zum Dezember 2012 die Briefpost den unerbittlichen Gesetzen der freien Marktwirtschaft ausgesetzt wird. Der Masterplan, der darauf abzielt das Postunternehmen an die Gesetze des freien Marktes anzupassen (Agenda 2012), sieht des Weiteren die baldige Schaffung eines privatrechtlichen Telekommunikationsunternehmens vor, das auch LUXGSM einschließt.

Die sozialen Errungenschaften sowohl was die beruflichen Laufbahnen betrifft als auch die Arbeitsbedingungen im Postunternehmen sind unmittelbar gefährdet. Letztere können nur durch einen Kollektivvertrag abgesichert werden, der das Ergebnis von Verhandlungen ist, die gemäß den im Arbeitsrecht für Tarifverhandlungen vorgesehenen Bestimmungen geführt werden.

Das Berufssyndikat Öffentliche Dienste des OGBL prangert die Strategie individuell gestalteter

Verhandlungen sowie die absichtliche Irreführung der Gewerkschaften seitens des Direktionskomitees der EPT an und ruft alle durch das Arbeitsgesetz befähigten Gewerkschaften dazu auf, unverzüglich und gemeinsam konstruktive Lohnverhandlungen aufzunehmen.

Das Berufssyndikat Öffentliche Dienste des OGBL hat mit großem Erstaunen festgestellt, dass der LCGB Pressemitteilungen über so genannte Lohnverhandlungen herausgibt, bei denen es sich aber nur um informelle Diskussionen im Direktionskomitee des Postunternehmens zu handeln scheint.

Das Syndikat Öffentliche Dienste ist empört darüber, dass der LCGB die Belegschaft verunsichert, indem er Verhandlungen, die nicht stattgefunden haben, als gescheitert erklärt.

Santé, Services sociaux et éducatifs



Nora Back

Pit Schreiner

Hospice Civil Hamm

Kollektivvertragswechsel überdenken!

Die Gewerkschaften OGBL und LCGB organisierten gestern Nachmittag eine Personalversammlung im Hospice Civil Hamm, wo sie das Personal über eine Unterredung mit dem Präsidenten des Verwaltungsrats und der Direktion informierten, welche vergangene Woche stattgefunden hatte.

In dem Treffen mit den Verantwortlichen der städtischen Hospices civil (Hamm, Pfaffenthal) war deutlich geworden, dass sie falsche Infor-

mationen seitens der COPAS, der Vereinigung der Pflegeorganisationen (Confédération des organismes prestataires d'aides et de soins), erhalten hatten und deshalb Anfang Januar vorschnell die Entscheidung getroffen hatten, die Mitgliedschaft bei der Entente des Hôpitaux zu kündigen. Die Aufkündigung dieser Mitgliedschaft hat zur Folge, dass die Verantwortlichen nicht mehr den Kollektivvertrag der Krankenhäuser (CCT EHL) anwenden müssen, sondern den Kollektivvertrag des Pflege- und Sozialsektors (CCT SAS). Dieser Wechsel des Kollektivvertrags bringt u.a. eine Verschlechterung der Arbeitsbedingungen für das Personal mit sich.

OGBL und LCGB haben dem Verwaltungsratsvorsitzenden ihre Sichtweise dargelegt und ihm angeboten, an einer Verwaltungsratsitzung teilzunehmen, um dem gesamten Verwaltungsrat die Unterschiede zwischen den beiden Kollektivverträgen sowie die möglichen Konsequenzen dieses Kollektivvertragswechsels zu erläutern.

Für die Gewerkschaften ist klar, dass dieser Kollektivvertragswechsel keine negativen Konsequenzen für das Personal haben darf. In der Personalversammlung im Hospice Civil Hamm sagten die Gewerkschaften dem Personal ihre Unterstützung zu und unterstrichen, dass sie sich vehement für ihre Belange einsetzen werden, bzw. dass es nicht zu einer Verschlechterung ihrer Arbeitsbedingungen kommen dürfe. OGBL und LCGB werden sich dafür einsetzen, dass für das Personal weiterhin sämtliche Bedingungen des Kollektivvertrags der Krankenhäuser gelten.

Die Gewerkschaften fordern den Verwaltungsrat der städtischen Hospices civil auf, ihre Entscheidung eines Kollektivvertragswechsels zu überdenken und diese im Interesse ihrer Arbeitnehmer und ihrer Heimbewohner rückgängig zu machen.

Changement d'adresse

Le Syndicat Alimentation et Hôtellerie de l'OGBL a changé d'adresse:

Syndicat Alimentation et Hôtellerie
38, route de Longwy
L-8080 Bertrange/Helfenterbrück

Secrétaire central:
Romain Daubenfeld

Tél.: 26021424;
email: romain.daubenfeld@ogbl.lu

Secrétaire administrative:
Gabi Biermann

Tél.: 26021421;
email: gabi.biermann@ogbl.lu
Fax: 26021433

SEW-OGBL

Ligue Luxembourgeoise de l'Enseignement

L'approche par compétences: mystification ou progrès?

Conférence avec Monsieur Nico HIRTT

- enseignant agrégé en physique et mathématique dans le Brabant Wallon,
- membre fondateur de l'APED (Appel Pour une École Démocratique)
- auteur de «Tableau noir» et «Les nouveaux maîtres de l'École»

La conférence sera suivie d'un débat.

mercredi, le 17 mars 2010

de 19.00 à 21.00 heures

Salle des fêtes du Lycée de l'Athénée de Luxembourg
24, boulevard Pierre Dupong



Services privés de nettoyage, d'hygiène et d'environnement

Estelle Winter

Cher/es Collègues,

Certaines délégations des entreprises de nettoyage effectuent des permanences en entreprise ou bien dans les bureaux de l'OGBL.

Toutes ces informations sont indiquées dans le tableau ci-après ainsi que les coordonnées téléphoniques des bureaux en entreprise et de l'OGBL.

Vous pouvez toujours contacter la secrétaire centrale, Estelle Winter, en cas de non réponse d'un/e de vos délégué/es et pour toutes les autres collègues qui non pas de délégation de l'OGBL dans leurs entreprises.

Nous restons à votre entière disposition:

Téléphone 49 60 05 276

Information des permanences du SYNDICAT NETTOYAGE

Entreprises	Lieux des permanences	Lundi	Mardi	Mercredi	Vendredi
ABSC	ABSC Hamm				8.00-16.30 hrs
AVISIA tél. 31 31 20	OGBL Luxembourg tél. 49 60 05 210 OGBL Esch/Alzette tél. 26 54 43 28	14.00-17.00 hrs		10.00-12.00 hrs	
DUSSMANN tél. 34 20 50 273	OGBL Luxembourg tél. 49 60 05 210 OGBL Esch/Alzette tél. 26 54 43 28	9.00-12.00 hrs 14.00-17.00 hrs		14.00-17.00 hrs	
EUROCLEAN	OGBL Luxembourg tél. 49 60 05 210	10.00-12.00 hrs			
INNOCLEAN tél. 26 37 35 525	INNOCLEAN Leudelange		13.00-17.00 hrs		13.30-17.30 hrs
ISS Facility	ISS Gasperich	14.00-17.00 hrs			
ONET tél. 26 53 13 50	OGBL Luxembourg tél. 49 60 05 210 OGBL Esch/Alzette tél. 26 54 43 28	14.00-17.00 hrs		14.00-17.00 hrs	
NETTOSERVICE tél. 34 20 22 606	OGBL Luxembourg tél. 49 60 05 210 OGBL Esch/Alzette tél. 26 54 43 28	8.30-12.30 hrs			13.30-17.30 hrs

Eine klare Absage an Gehälterkürzungen im Öffentlichen Dienst

Pit Schreiner

Spaltung der Beschäftigten

Seit die CSV in ihrem Wahlprogramm 2009 gefordert hatte „für zukünftige Staatsbeamte die Anfangsgehälter näher an den Privatsektor heranzuführen“ scheinen sich immer mehr Regierungsmitglieder und Abgeordnete mit diesem Gedanken anzufreunden. Um bei großen Teilen der Bevölkerung für diese Gehälterkürzung Zustimmung zu bekommen, wird nicht davor zurückgeschreckt die Staatsbeamten und -angestellte als Großverdiener darzustellen, die jetzt endlich auch ihren Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen leisten sollen. Somit wird ganz bewusst versucht, erstens eine Spaltung der Beschäftigten im Öffentlichen Dienst herbeizuführen (die „Alten“ und die „Neuen“) und zweitens einen Keil zwischen die Beschäftigten des Öffentlichen Dienstes und die Beschäftigten des Privatsektors zu treiben. Diese Vorgehensweise ist keineswegs neu, da verschiedene Arbeitgeber in Tarifverhandlungen immer wieder versuchen ihr Personal in zwei Kategorien aufzuteilen: diejenigen, die dem Betrieb bereits angehören und ihre kollektivvertraglichen Errungenschaften behalten sollen, und diejenigen die in Zukunft zu verschlechterten Arbeits- und Lohnbedingungen eingestellt werden sollen.

Der OGBL widersetzt sich einer Spaltung der Beschäftigten im Öffentlichen Dienst und deshalb kommt eine Verschlechterung der Gehaltsbedingungen für ihn nicht in Frage. Für die neuen Bewerber werden die gleichen Auswahlkriterien und der gleiche Bildungsweg, die gleichen Arbeitsbedingungen und die gleichen Verantwortungen gelten wie bisher und dies muss in gleichwertigen Laufbahnen anerkannt bleiben. Für gleichwertige Arbeit müssen auch gleiche Arbeits- und Lohnbedingungen gelten!

Mit der Forderung nach Gehälterkürzungen leitet die Regierung den Sozialabbau ein

Der Versuch der Regierung, die aktuelle Wirtschaftskrise zu missbrauchen, um die Lohnabhängigen gegeneinander auszuspielen und den bestehenden Sozialneid zu nutzen, den Hebel bei den Beschäftigten des Öffentlichen Dienstes anzusetzen, um in einer zweiten Etappe die Lage der Lohnabhängigen im Privatsektor noch weiter zu verschlimmern, muss mit allen Mitteln verhindert werden. Die Privatbetriebe freuen sich jetzt schon auf den angekündigten Abbau im Öffentlichen Dienst, denn dies wird ihre Forderungen nach sozialem Stillstand und sozialen Verschlechterungen in allen Wirtschaftsbereichen unterstützen: wird beim Staat eingespart, so wird mit Sicherheit auch in der Privatwirtschaft nachgezogen werden.

Anstatt über Lohnabbau, sollte besser über eine Anpassung der Anfangsgehälter im Privatsektor an die Anfangsgehälter beim Staat diskutiert werden. In Luxemburg arbeiten 12%

der Männer und 20% der Frauen für den Mindestlohn, womit Luxemburg an der Spitze der EU-Länder steht. Außerdem darf man nicht vergessen, dass der Mindestlohn in Luxemburg unter der offiziellen Armutsgrenze liegt. Es muss endlich zu der längst überfälligen besseren Umverteilung des erwirtschafteten Mehrwerts durch eine offensive Lohnpolitik kommen und jede Verschlechterung muss strikt abgelehnt werden, in welchem Bereich auch immer.

Mehrere zehntausend Beschäftigte des gesamten öffentlichen Dienstleistungsbereichs wären betroffen

Würden Gehaltskürzungen im Öffentlichen Dienst (Fonction publique) durchgeführt, so wären mehrere zehntausend Beschäftigte im gesamten Bereich der öffentlichen Dienstleistungen direkt davon betroffen; sprich im Gesundheits- und Sozialwesen, im Bildungswesen, in den Gemeinden, ... Dies wird natürlich von der Regierung verschwiegen, da spätestens dann Großteile der Bevölkerung die verheerenden Auswirkungen des Sozialabbaus beim Staat erkennen würden. Man muss nämlich wissen, dass die Gehälterentwicklungen als auch die Arbeitsbedingungen in den obengenannten Bereichen sehr stark durch die Entwicklungen beim Staat beeinflusst werden.

Verschlechterungen im Öffentlichen Dienst hätten ebenfalls Gehälterkürzungen beim Pflegepersonal in den Spitälern und Alteneinrichtungen; bei den Erzieher/innen in den Kindertagesstätten, Kinderheimen, Beratungsstellen, ...; bei den Lehrkräften im Bildungswesen zur Konsequenz. Außerdem würden sich die Bedingungen der Staats- und Gemeindearbeiter, die jeden Tag im Dienst der Mitmenschen stehen, sei es auf unseren Straßen, bei der städtischen Müllabfuhr, im städtischen Wasser- oder Elektrizitätswerk, ... verschlechtern.

Solidarität aller Beschäftigten ist gefragt

Alle Beschäftigten, egal ob im Privatsektor oder im Öffentlichen Dienst, müssen sich bewusst werden, dass der einmal angefangene Sozialabbau, egal in welchem Bereich, alle treffen wird. Deshalb ist es wichtiger denn je, dass jeder sich bewusst wird, dass nur die Solidarität aller Beschäftigten dem verwerflichen Spiel von Politik und Privatwirtschaft ein Ende setzen kann.

Am 16. Mai 2009 wurde ein erstes wichtiges Zeichen gesetzt, als Tausende von Beschäftigten aus allen luxemburgischen Sektoren solidarisch gegen jeglichen Sozialabbau demonstrierten. Nur eine solche Einheit, aller gewerkschaftlichen Kräfte, wird in Zukunft verhindern können, dass der geplante Abbau nach und nach zu Stande kommt; sollte es aber stattdessen zu Spaltungen unter der Arbeitnehmerschaft kommen, so stehen die Errungenschaften der letzten Jahrzehnte auf dem Spiel!

Berufskammerwahlen im Öffentlichen Dienst

Spätestens am 20. März 2010 wird jedem Beamten und Angestellten des Öffentlichen Dienstes per Einschreiben ein Wahlzettel zugeschickt, den er bis spätestens den 31. März 2010 an das Wahlbüro zurücksenden muss.

Diese Wahlen sind sowohl der Ausdruck sozialer Demokratie als auch deren Garantie

Die Berufskammerwahlen bilden das Kernstück der sozialen Demokratie Luxemburgs, d.h. der Ausübung des Rechts aller Beschäftigten auf Anhörung und Mitbestimmung.

Jeder sollte deshalb von seinem Wahlrecht Gebrauch machen und seine Vertreter in der Berufskammer mitbestimmen.

Die wesentlichen Aufgaben der Berufskammer:

- die materiellen und moralischen Interessen der Beamten und Angestellten des Öffentlichen Dienstes wahren und verteidigen;
- dafür sorgen, dass die geltenden Gesetze und Verordnungen eingehalten werden;
- Gutachten abgeben zu allen Gesetzesvorschlägen, die die Beamten und Angestellten betreffen;
- Der Regierung Vorschläge zur Verbesserung der öffentlichen Dienstleistungen, sowie der Verbesserung der Arbeitsbedingungen und -methoden im Öffentlichen Dienst unterbreiten;
- Maßnahmen treffen, um die berufliche Ausbildung und Fortbildung zu fördern und Bedingungen zu schaffen, die den Beamten und Angestellten ermöglichen ihre Aufgaben bestmöglich auszuführen.

OGBL wählen bedeutet die größte national-repräsentative Gewerkschaft wählen!

Die Wahlen werden von der Finanz- und Wirtschaftskrise sowie deren möglichen Auswirkungen auf den Öffentlichen Dienst überschattet. Man sollte sich also gut überlegen, welchem Gewerkschaftsbund man sein Vertrauen schenkt, wenn es darum geht, die Interessen der Beschäftigten in der Berufskammer und im Rahmen der Verhandlungen mit der Regierung in den kommenden fünf Jahren zu vertreten.

Der Einsatz ist hoch: es geht um die Absicherung des Öffentlichen Dienstes, um den Erhalt des Beamten- und Angestelltenstatuts im Öffentlichen Dienst, der sozialen Errungenschaften, der Kaufkraft, darunter die inflationsausgleichende Indexierung der Löhne und Pensionen.

Der OGBL lehnt eine Privatisierung im Öffentlichen Dienst ab.

Der OGBL setzt sich ein für den Index, für eine gerechte Lohnpolitik, für den Erhalt guter Arbeitsplätze, für soziale Gerechtigkeit, für Chancengleichheit, für eine gute soziale Absicherung, sowie für gute und sichere Pensionen.

Klug wählen bedeutet alle Stimmen in den Kategorien A und D für die Liste Nr 2 - SEW/OGBL abgeben!

in den Kategorien B und E für die Liste Nr 2 - OGBL abgeben!

Siehe Wahlbroschüren des OGBL auf www.ogbl.lu ab dem 2. März 2010



Am 17. Februar hinterlegten die OGBL-Vertreter ihre Kandidatenlisten beim Friedensgericht

Catégorie A

Fonctionnaires de l'Etat – carrières supérieures



BARTHEL Jules
Professeur



DONDELINGER Marianne
Professeure



FOETZ Guy
Professeur



**HOSCHEIT Jean-Pierre
dit Jhemp**
Professeur



KUTTEN Colette
Professeure



ROBERT Louis
Directeur

**Vos 6 voix pour la
Liste N° 2 - SEW/OGBL**

Catégorie B

Fonctionnaires de l'Etat – carrières moyennes



DEMUTH Sonja
Assistante d'hygiène sociale



FEHR Romain
Inspecteur principal 1^{er} en rang



FROSIO Jos
Educateur gradué



GORZA Thérèse
Inspectrice principale 1^{ère} en rang



KOMES Charles, dit Carlo
Contrôleur de la circulation aérienne



OLINGER Claudine
Educatrice graduée



RIES Nico
Contrôleur de la circulation aérienne



ROLLINGER Marie-Paule
Educatrice graduée



STEFFEN Claude
Educateur gradué



STEINBACH Gilbert, dit Gil
Educateur gradué

**Vos 10 voix pour la
Liste N° 2 - OGBL**

Catégorie D

Enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ainsi que les autres catégories de fonctionnaires de la carrière moyenne de l'enseignement



ADAM Monique
Institutrice



ARENDR Patrick
Instituteur



KIRSCH Edouard, dit Edy
Instituteur en retraite



KOHN Marie-Paule
Institutrice

Vos 4 voix pour la Liste N° 2 - SEW/OGBL

Catégorie E

Fonctionnaires et employés du secteur communal



ASSELBORN-BINTZ Simone
Educatrice



BACH-WAGNER Christiane
Educatrice graduée



BINTZ Brigitte
Employée communale



KERSCH Daniel, dit Dan
Rédacteur



MOUSEL Luc
Expéditionnaire administratif



ONTANO Danilo
Artisan



REDING Henri
Chef de service



ERPELDING Thessy
Secrétaire administrative



**STRINGINI Feliciano,
dit Félix**
Chauffeur - receveur



STEMPER Viviane
Fonctionnaire communale

**Vos 10 voix pour la
Liste N° 2 - OGBL**

«Il faut se concentrer sur 2010, pas sur 2020» affirme la CES

L'Europe est confrontée à de nombreux problèmes urgents mais pas à celui de savoir à quoi elle pourrait ressembler en 2020.

Les problèmes graves sont immédiats. Comment l'union monétaire peut-elle survivre alors que les économies les plus faibles sont soumises aux pressions constantes du marché? Quelles mesures prendra-t-on pour lutter contre la montée du chômage, le travail précaire et la baisse des niveaux de vie, et pour apaiser les tensions sociales à un moment où les pays réduisent leurs dépenses et aspirent à rembourser leur dette? Et quel Président de quel organisme parle au nom de l'Europe dans le monde?

La Confédération européenne des syndicats (CES) a écrit aux Présidents du Conseil européen, de la Commission, de la Banque centrale, de la Présidence espagnole de l'Union européenne et de l'Eurogroupe afin de leur demander d'envisager d'urgence l'émission d'euro-obligations pour alléger quelque peu le fardeau pesant actuellement sur les Etats membres. Nous préconisons

également un Plan européen de relance plus vaste avec une stratégie «d'entrée» destinée à réintégrer les personnes dans le milieu du travail, en particulier les jeunes, plutôt que de préparer des stratégies de sortie par rapport aux niveaux élevés actuels des dépenses publiques. Des mesures efficaces et urgentes doivent également être prises concernant la régulation financière – et les primes des banquiers.

John Monks, secrétaire général de la CES, ajoute:

«L'Europe doit à présent montrer qu'elle peut être dynamique et est capable de prendre des mesures efficaces communes. La semaine dernière, notre Comité de direction a décidé d'appeler tous les affiliés à défendre tous ces points le 24 mars – Journée d'action européenne – dans chaque capitale nationale, à moins que les dirigeants européens ne prouvent leur volonté d'agir maintenant sur la croissance, les emplois et la justice sociale.»

Ne laissez pas la spéculation financière gouverner l'Europe

Lors de la réunion du Dialogue macro-économique qui s'est tenue le 15 février 2010, la Confédération européenne des syndicats (CES) a mis en garde contre le danger de «double creux» de l'activité économique. Dans toute l'Europe, les décideurs sont obsédés par les stratégies de sorties de crise prématurées impliquant des gels et des baisses de salaires, une diminution de la protection sociale et une réduction de l'emploi dans le secteur public. Une telle politique tuera la demande intérieure, déclenchera des spirales compétitives de baisse des salaires, faussera le marché intérieur et accroîtra le chômage et la misère sociale.

John Monks, secrétaire général de la CES a déclaré: *«En Europe, les gouvernements et les banques centrales se sont massivement précipités au secours des banques. Maintenant que les marchés financiers se retournent contre les finances publiques, les gouvernements doivent resserrer les rangs pour se protéger contre les spéculateurs. L'Europe a besoin d'urgence d'une euro-obligation commune, d'une agence de notation européenne et de nouvelles recettes fiscales y compris une taxe sur les transactions financières.»*

Calendrier Formation syndicale OGBL

avril - mai 2010

Depuis le 1^{er} janvier 2010, la formation syndicale de l'OGBL n'est plus organisée par l'IFES, mais par le Centre de formation syndicale Luxembourg (CFSL) de la Chambre des salariés pour le compte de l'OGBL. L'inscription doit cependant être adressée au Département de la Formation syndicale de l'OGBL.

A qui s'adressent les formations?

Tout salarié ou retraité membre de l'OGBL peut s'inscrire à une ou à plusieurs des formations syndicales offertes par le Département de la Formation syndicale de l'OGBL. L'inscription se fait moyennant le formulaire d'inscription à envoyer par courrier, fax ou courrier électronique à l'adresse indiquée. Priorité de participation aux cours sera donnée aux délégués du personnel.

Vous trouverez ci-après le calendrier des formations syndicales pour délégués du personnel pour le 1^{er} trimestre 2010 ainsi que le formulaire d'inscription aux cours.

Sont uniquement repris les intitulés des cours. Néanmoins le descriptif détaillé des cours est disponible sur demande auprès du Département de la Formation syndicale de l'OGBL.

Département Formation syndicale de l'OGBL/ Gewerkschaftliche Bildungsabteilung des OGBL

146, bd. de la Pétrusse B.P. 2031 L-1020 Luxembourg Tél: 26 49 69 421 Fax 26 49 69 433

e-mail: formations@ogbl.lu

www.ogbl.lu

Le programme complet de la formation syndicale de l'OGBL peut être consulté sur le site internet de l'OGBL.

Das gesamte Programm der gewerkschaftlichen Bildung des OGBL ist auf der OGBL-Internetseite verfügbar.

Calendrier des formations de base

Titre	Référence	Date début	Date fin	Durée	Langue	Lieu / en principe
L'égalité des femmes et des hommes dans la vie au travail	OG 2010 14	07.04.2010 matin	07.04.2010 matin	0,5 jour	FR	Remich
La sécurité au travail et la prévention des risques	OG 2010 16	12.04.2010	13.04.2010	2 jours	LUX	OGBL Luxembourg
Le traitement de texte WORD (avancé)	OG 2010 28	12.04.2010	13.04.2010	2 jours	FR	KEY JOB
Introduction à la problématique des maladies professionnelles et du mal-être au travail	OG 2010 17	14.04.2010	14.04.2010	1 jour	LUX	Remich
Le droit du travail / Initiation	OG 2010 11 A	19.04.2010	20.04.2010	2 jours	FR	Remich
Le tableur-grapheur EXCEL (avancé)	OG 2010 29	19.04.2010	20.04.2010	2 jours	FR	KEY JOB
Le droit social / Initiation	OG 2010 11 B	21.04.2010	22.04.2010	2 jours	FR	Remich
Les finances et bilan comptable d'une entreprise	OG 2010 08	22.04.2010	23.04.2010	2 jours	LUX	Remich
Réunion des représentants du personnel et synthèse	OG 2010 20	23.04.2010	23.04.2010	1 jour	FR	Remich



Outil de présentation (POWERPOINT) (avancé)	OG 2010 30	26.04.2010	26.04.2010	1 jour	FR	KEY JOB
Le courrier électronique	OG 2010 31	03.05.2010 matin	03.05.2010 matin	0.5 jour	FR	KEY JOB
Découvrir le monde internet	OG 2010 32	03.05.2010 après-midi	03.05.2010 après-midi	0.5 jour	FR	KEY JOB
Le droit du travail / initiation	OG 2010 11 A	03.05.2010	04.05.2010	2 jours	LUX	Remich
Le droit social / initiation	OG 2010 11 B	05.05.2010	06.05.2010	2 jours	LUX	Remich
Les différentes représentations des salariés	OG 2010 12	04.05.2010	05.05.2010	2 jours	LUX	OGBL Luxembourg
L'organisation de la délégation du personnel	OG 2010 13	06.05.2010	07.05.2010	2 jours	LUX	Remich
Réunion des représentants du personnel et synthèse	OG 2010 20	07.05.2010	07.05.2010	1 jour	LUX	Remich
Les différentes représentations des salariés	OG 2010 12	25.05.2010	26.05.2010	2 jours	FR	Remich

Formations complémentaires et approfondies

Titre	Référence	Date début	Date fin	Durée	Langue	Lieu / en principe
Le dialogue social européen	OG 2010 34	12.04.2010 soir	12.04.2010 soir	0.5 jour	LUX	OGBL Esch
Les sources d'information via internet	OG 2010 42	21.04.2010 matin	21.04.2010 matin	0.5 jour	LUX	CFSL rue de Bragance
Les sources d'information via internet	OG 2010 42	28.04.2010 matin	28.04.2010 matin	0.5 jour	FR	CFSL rue de Bragance
La politique de l'emploi et de lutte contre le chômage au Luxembourg	OG 2010 35	10.05.2010	10.05.2010	1 jour	FR	Remich
Les conventions collectives et accords interprofessionnels	OG 2010 33	18.05.2010	19.05.2010	2 jours	LUX	Remich
Le dialogue social européen	OG 2010 34	31.05.2010 soir	31.05.2010 soir	0.5 jour	FR	OGBL Esch

La sécurité, la santé et le bien-être au travail – Formations spécifiques et approfondies

Titre	Référence	Date début	Date fin	Durée	Langue	Lieu / en principe
Comprendre le travail pour le transformer: la pratique de l'ergonomie et réflexions d'aménagement	OG 2010 18	15.04.2010	15.04.2010	1 jour	LUX	Remich
Le stress au travail	OG 2010 47	26.04.2010	28.04.2010	3 jours	LUX	Remich

Participant / Teilnehmer**Nom** Name**Prénom** Vorname**Date & Lieu de naissance** Geburtsdatum & -ort**Nationalité** Staatsangehörigkeit**Matricule OGBL** (Numéro indiqué sur la carte de membre) OGBL-
Mitgliedsnummer (angegeben auf der Mitgliedskarte)**Adresse** Anschrift**Code postal & Localité** Postleitzahl & Ortschaft**Pays** Land**Numéro de téléphone** Telefonnummer**E-mail****Profession** Beruf

Féminin Weiblich



Masculin Männlich

Je désire m'inscrire aux formations syndicales suivantes :*Ich möchte mich für folgende gewerkschaftliche Bildungskurse anmelden :*

Nom de la formation <i>Bezeichnung des Seminars</i>	Date <i>Datum</i>	Réf <i>Ref</i>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Date*Datum***Signature***Unterschrift*

Toute personne inscrite à une formation syndicale déclare accepter le présent règlement de participation et autorise l'OGBL à inscrire les données nominatives dans sa banque de données informatiques.

Jede Person, die sich für einen Kurs eingeschrieben hat, ist mit den gegenwärtigen Teilnahmebedingungen einverstanden und gestattet dem OGBL die persönlichen Daten in seine elektronische Datenbank einzutragen.

Merci de nous fournir l'ensemble de ces informations indispensables à la prise en compte de votre inscription et de renvoyer ce formulaire à OGBL/Département de la formation syndicale, 146, bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg ou par e-mail formations@ogbl.lu ou par fax au 26 49 69-433.

Wir bitten Sie uns das vollständig ausgefüllte Formular, das zur Bearbeitung Ihrer Anmeldung unerlässlich ist, an die Abteilung für Gewerkschaftliche Bildung des OGBL, 146, bld de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg zu senden, oder per E-mail an formations@ogbl.lu oder per Fax an die 26 49 69-433.

Employeur / Arbeitgeber**Nom** Name**Adresse** Anschrift**Code postal & Localité** Postleitzahl & Ortschaft**Pays** Land**Numéro de téléphone** Telefonnummer**Numéro de fax** Faxnummer**Une dispense de service doit être sollicitée auprès de mon employeur.***Eine Freistellung vom Dienst muss bei meinem Arbeitgeber beantragt werden.***Je souhaite loger au CEFOS.***Ich möchte im CEFOS übernachten.*

● **Ma fonction au sein de la délégation du personnel/Meine Funktion in der Personalvertretung**

.....
depuis le/seit



PRODUCTIVITE DU TRAVAIL : UNE PROGRESSION D'AUTANT PLUS REMARQUABLE QUE LE LUXEMBOURG PART DU NIVEAU LE PLUS ELEVE DU MONDE !

RÉSUMÉ

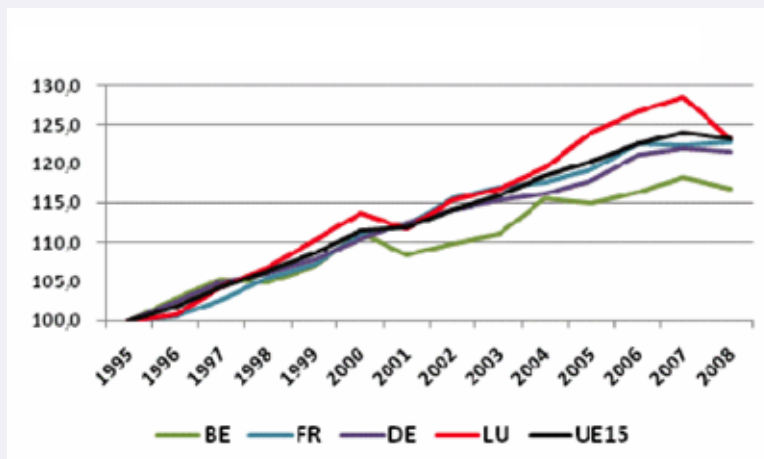
La « productivité apparente du travail » se définit comme la « quantité produite par unité de travail utilisée ». En pratique, il s'agit de mesurer les variations de la valeur ajoutée en *volume* avec les variations de la quantité de travail utilisée, elle-même mesurée par le nombre d'emplois ou le nombre total d'heures de travail.

Jusqu'à récemment, divers observateurs de la vie économique luxembourgeoise s'inquiétaient de l'évolution de la productivité apparente du travail.

Une évolution de la productivité en longue période particulièrement bonne

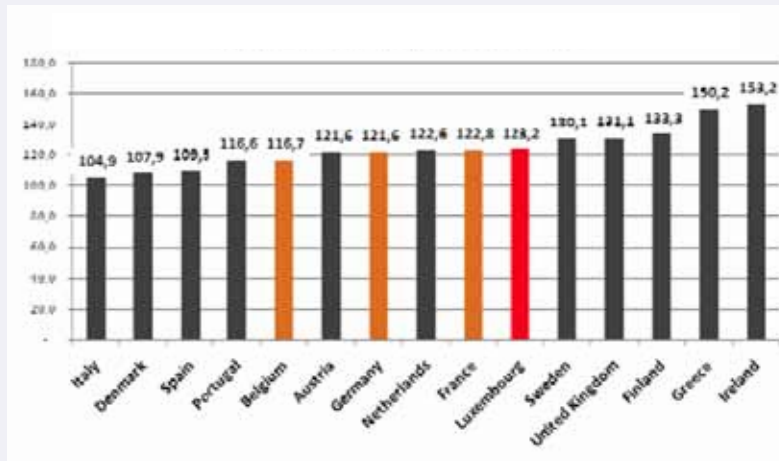
Ces inquiétudes n'étaient en fait justifiées que par le choix subjectif d'une période d'analyse qui ne permettait pas de tirer de conclusion valide. En effet, sur la longue période, rien ne peut justifier une quelconque inquiétude quant à l'évolution des gains de productivité au Luxembourg. Ce n'est, en fait, que dans les courtes périodes correspondant aux creux des cycles économiques, comme en 2001-2003 ou aujourd'hui, que l'on peut déceler une progression inférieure à celle des pays voisins.

Productivité par heure de travail (1995 = 100)





PIB par heure de travail (1995 = 100)

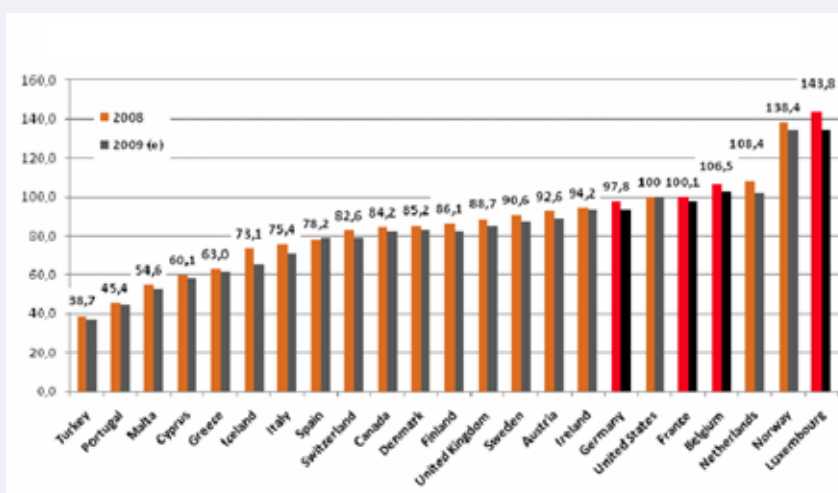


Si l'on peut ainsi constater des dégradations conjoncturelles, à l'analyse de l'évolution de la productivité du travail en longue période ou tout au moins sur un cycle économique complet, il est impossible de trouver le moindre problème. En effet, le Luxembourg, en tant que petite économie ouverte, amplifie les cycles économiques dont il dépend largement. Ainsi, en période de creux conjoncturel, la productivité du travail tend à se réduire plus fortement que dans les pays voisins, mais a contrario, elle tend à progresser plus rapidement durant les phases d'accélération de l'activité économique. Au total, son évolution est tout à fait dans la norme européenne et même supérieure à celle des pays voisins.

Le niveau de productivité le plus élevé du monde

Cette progression est d'autant plus remarquable que le Luxembourg part d'un niveau exceptionnel. En 2008, le niveau de productivité du travail mesuré par le PIB par heure travaillée était supérieur de près de 44% à celui des Etats-Unis, supériorité du même ordre que par rapport aux pays voisins.

PIB par heure travaillée en pourcentage des Etats-Unis





Des performances d'autant plus impressionnantes que les gains de productivité sont sous-estimés dans les services

La littérature économique a déjà largement abordé les problèmes de mesures des gains de productivité dans les services au travers des données de la comptabilité nationale. Le Statec soulignait lui-même en 2007 que les gains de productivité dans les services financiers et aux entreprises connaissaient de mauvaises performances, mais qu'il serait « *incongru* » d'y voir un symptôme de la mauvaise santé économique de ces activités.

En effet, en raisons de difficultés méthodologiques, il est particulièrement pénible et délicat de calculer le déflateur de valeur ajoutée dans les services qui, rappelons-le, constituent l'essentiel du tissu économique national. Or, c'est ce déflateur de valeur ajoutée qui permet d'estimer la valeur ajoutée en *volume*, et donc les gains de productivité.

* * *

- Une progression de la productivité du travail tout à fait dans la norme européenne et légèrement supérieure aux pays voisins.
- Avec un niveau de productivité largement supérieur et même le plus élevé du monde.
- Alors même que les gains de productivité sont sous-estimés dans les services, domaine de spécialisation du Luxembourg.

Autant d'ingrédients qui permettent de souligner la très forte compétitivité du Luxembourg au regard de la productivité du travail.

INFOS JURIDIQUES

Flash sur le Droit du Travail

Publication mensuelle éditée par la CSL

Nr 1/10 Janvier 2010

1. Le montant de l'indemnité de licenciement d'un salarié en congé parental à temps partiel

www.csl.lu/infosjuridiques

L'OGBL organise 5 conférences pour les frontaliers français en 2010



Fiscalité: la déclaration d'impôts au Luxembourg

Ville	Date et heure	Lieu
Audun-le-Tiche	3 mars à 18h30	Salle Jean Moulin avenue Salvador Allende
Thionville	8 mars à 18h30	20, rue Dupont-des-Loges
Mont Saint Martin	11 mars à 18h30	Salle Victor Hugo, avenue du Bois
Thionville	15 mars à 18h30	20, rue Dupont-des-Loges
Algrange	14 avril à 18h30	Salle du foyer socio-culturel Ambroise Croisat, place François Mitterrand

Frontaliers français et allocations différentielles

L'OGBL salue la suspension du décret français mais reste vigilant

Le 7 janvier 2010, la Caisse des allocations familiales (Caf) de Moselle en France avait informé les personnes qui travaillent au Luxembourg mais continuent à résider en France – les frontaliers – d'une modification importante du calcul de l'allocation familiale différentielle, c-à-d du calcul de la différence entre les allocations luxembourgeoises et françaises. Cette décision du gouvernement français aurait eu des répercussions négatives sur le revenu des frontaliers français se chiffrant dans certains cas à plusieurs centaines d'euros de perte de revenu mensuel.

D'après des informations obtenues de la part de la députée française Anne Grommerch, la secrétaire d'Etat française à la Famille, Nadine Morano, et le ministre français du Travail, Xavier Darcos, ont demandé à la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) la suspension immédiate du décret en question jusqu'au 1^{er} avril 2010, mais pour la partie qui concerne les assis-

tantes maternelles et les gardes à domicile jusqu'au 1^{er} juillet 2010.

L'OGBL, ensemble avec les syndicats actifs au niveau de la Lorraine, avait été mobilisé pour attirer l'attention des responsables politiques à la fois français et luxembourgeois sur cette mesure discriminatoire à l'encontre des salariés frontaliers français. Leur souhait que cette décision soit annulée n'a pas tout à fait été entendu, mais une suspension de celle-ci pendant 3 mois doit être considérée comme un premier succès de la mobilisation.

L'OGBL restera toutefois sur ses gardes et veillera à ce que ce problème soit résolu durablement en faveur des frontaliers français. Il est conscient du fait qu'en mars prochain auront lieu en France les élections régionales et il espère que la suspension du décret n'ait pas été motivée par cette échéance électorale.



Lettre ouverte du 22 février 2010 à Madame Marie-Josée Jacobs,
ministre de la Famille et de l'Intégration

Concerne: paiement des allocations familiales différentielles et de l'allocation d'éducation aux frontaliers belges. Erreur de calcul de la CNPF.

Madame la Ministre,

Vous n'êtes pas sans savoir que de nombreux frontaliers belges, percevant des allocations familiales différentielles au Luxembourg, sont confrontés à un mauvais calcul de leurs prestations par la CNPF, lorsque le conjoint belge perçoit des indemnités d'interruption de carrière payées par l'Office National de l'Emploi (ONEM) en Belgique.

Certains se sont même vu refuser l'octroi de l'allocation d'éducation au motif que la CNPF assimile à un congé parental ces indemnités de l'ONEM payées dans le cadre d'une interruption de carrière classique qui peut être prise pour n'importe quelle raison: obligations familiales ou sociales, projets personnels, ...

En février 2008, le Conseil supérieur des assurances sociales avait donné raison à un membre de l'OGBL en notifiant à la CNPF que les indemnités d'interruption de carrière payées par l'ONEM ne pouvaient pas être considérées comme des prestations familiales.

Suite à l'arrêt du 28 février 2008 dans l'affaire HEINE c/ CNPF, lors d'une entrevue que vous aviez eue avec des représentants de l'OGBL, ceux-ci vous avaient demandé de donner des instructions à la CNPF afin que les calculs soient effectués correctement. À l'époque, votre réponse avait été de dire que vous attendiez un deuxième jugement dans le même sens pour que la CNPF applique les conclusions des juridictions sociales luxembourgeoises.

Depuis 2008, la CNPF, via son bureau d'avocats, a fait traîner les choses, allant même jusqu'à demander au juge du Conseil supérieur des assurances sociales de poser une question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes.

Dans l'attente, ce sont maintenant des dizaines de dossiers qui se retrouvent devant le Conseil arbitral, respectivement le Conseil supérieur. Sans savoir combien de frontaliers ont jeté le gant devant tant d'acharnement de votre administration.

Le 27 janvier 2010, le Conseil supérieur des assurances sociales vient de rendre l'arrêt du 27 janvier 2010 de l'affaire DEVILLET c/ CNPF dans le cadre d'un dossier d'un membre de l'OGBL. Cet arrêt confirme celui de 2008, en notifiant que l'allocation d'interruption de carrière ne peut pas, même en présence d'un enfant en bas âge au foyer familial, être qualifiée de prestation familiale. De plus, cet arrêt précise qu'il n'est pas nécessaire de soumettre la question préjudicielle à la Cour de Justice des Communautés européennes.

Fort de ce deuxième arrêt, l'OGBL exige que vous donniez des injonctions claires et précises à votre administration, pour que dorénavant la CNPF mette en application les conclusions des arrêts rendus par le Conseil supérieur des assurances sociales dans ces affaires.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Carlos Pereira
Membre du Bureau exécutif

Nico Clement
Membre du Bureau exécutif



Discrimination des frontaliers en matière de classe d'impôts?

L'OGBL a pris connaissance du fait que les frontaliers qui ne sont pas mariés mais qui perçoivent des allocations familiales différentielles au Luxembourg sont soumis à une imposition dans la classe d'impôt 1, alors qu'ils devraient être imposés en classe 1A.

L'Administration des contributions exige une attestation de la Caisse nationale des prestations familiales avant de procéder à cette modification des classes. Or, le frontalier concerné ne pourra pas fournir ce certificat avant d'avoir perçu les allocations familiales différentielles du premier semestre 2010, c'est-à-dire pas avant août, voire septembre 2010.

L'OGBL a aujourd'hui adressé une lettre au directeur de l'Administration des contributions pour lui demander de trouver une solution au plus vite à ce problème que les

salariés concernés ressentent comme une discrimination.

En effet, l'OGBL suggère soit de prendre en compte le certificat de paiement des allocations familiales du pays de résidence qui pourrait être remis dès janvier, soit de prendre directement en compte le fait que le salarié en question a un ou plusieurs enfants à charge. Pour l'édition de la future fiche de retenue d'impôt, l'Administration des contributions envoie chaque année, courant du mois de novembre, un questionnaire à tous les salariés frontaliers demandant des informations sur leur situation familiale. Pourquoi l'administration ne pourrait-elle pas se baser sur ces informations pour déterminer la classe d'impôt pour la nouvelle année fiscale?

Diskriminierung der Grenzgänger bei der Steuerklasse?

Der OGBL hat erfahren, dass Grenzgänger, die nicht verheiratet sind aber Differenzkindergeld in Luxemburg erhalten, gegenwärtig der Besteuerung in der Steuerklasse 1 unterliegen, obwohl sie Recht auf eine günstigere Besteuerung in der Steuerklasse 1A hätten.

Die luxemburgischen Steuerbehörden verlangen eine entsprechende Bescheinigung der Familienkasse, bevor die Steuerklasse zu Gunsten der betroffenen Grenzgänger geändert werden kann. Diese Bescheinigung wird jedoch erst dann von den zuständigen Behörden ausgestellt, wenn das Differenzkindergeld für das erste Halbjahr von Luxemburg ausgezahlt worden ist, also nicht vor August oder September 2010.

Der OGBL hat ein Schreiben an den Direktor der luxemburgischen Steuerverwaltung geschickt und ihn aufgefordert, eine schnelle Lösung für diese Problematik, die von den Betroffenen als diskriminierend empfunden wird, zu finden.

Der OGBL hat vorgeschlagen, die Bescheinigung über die Zahlung von Familienleistungen des Wohnsitzlandes, die bereits im Januar an die Luxemburger Familienkasse geschickt werden könnte, als Nachweis anzuerkennen.

Eine weitere Möglichkeit zur Vereinfachung sieht der OGBL darin einfach die Kinder für die der Grenzgänger unterhaltspflichtig ist als Maßstab für die Steuerklasse anzusehen. Für die Ausstellung der neuen Lohnsteuerkarten schickt die Luxemburger Steuerverwaltung nämlich jedes Jahr im November einen Fragebogen an alle Grenzgänger, in dem Informationen über die familiäre Situation erfragt werden. Wieso kann die Steuerverwaltung sich nicht auf diese Informationen beziehen, um die richtige Steuerklasse für das neue Jahr festzulegen?

Plan national de l'égalité des femmes et des hommes 2009-2014

Un arrière-goût amer

Le 1^{er} février 2010 a été présenté dans le cadre d'une conférence au Centre culturel de rencontre Abbaye de Neumünster le nouveau plan d'action national de l'égalité des femmes et des hommes. Ce plan contient des lignes directrices ayant pour objectif la réalisation de l'égalité de droit et de fait des femmes et hommes.

Malgré les festivités en présence de nombreuses personnalités et l'intervention d'oratrices et orateurs brillants il reste un arrière-goût amer sur bien des sujets concernant l'égalité des chances.

Des ateliers de travail avaient réuni de nombreux acteurs pour discuter sur les politiques d'égalité entre hommes et femmes ainsi que de leur mise en œuvre. Ces ateliers étaient certainement enrichissants du point de vue communication et nouvelles rencontres entre êtres humains, mais les résultats des discussions ne reflètent aucunement les positions des syndicats, partis politiques et organisations concernées qui, depuis des années, sont associés à différents niveaux politiques à l'élaboration et la réalisation de cette cause. Certaines idées avancées lors des ateliers sont même dangereuses et je cite un exemple:

Le refus d'accorder le 1^{er} congé parental si seulement un des deux salariés (couple/mariage) opte pour le congé parental avec l'argument d'obliger les employeurs à accorder aux «pères» le 2^{ème} congé parental.

Formation, sensibilisation, éducation, égalité de traitement, rôle des médias, renforcement du rôle de l'Etat, des syndicats, des employeurs, des citoyens, utilisés seulement comme mots-clés ne contribuent guère à insuffler la vie aux lignes directrices du Plan d'action national de l'égalité.

En tant que membre active du département des femmes de l'OGBL depuis 1984, je constate avec une grande

frustration que toutes les avancées dans les conventions, législations et traités internationaux, européens et nationaux n'ont jusqu'à présent pas fondamentalement contribué à l'amélioration de la situation réelle des salariés, hommes et femmes, sur la majorité des lieux de travail.

Le changement de mentalité ne s'effectue pas sur base de slogans et workshops mais avec des mesures concrètes, fondées sur les résultats d'analyses, de sondages et rapports gouvernementaux déjà existants et ceci depuis de longues années.

C'est l'action qui compte! La bonne volonté et surtout le courage du gouvernement sont nécessaires pour sa mise en œuvre.

Nadine Konsbrück

Déléguée à l'égalité

Vice-présidente du Département des Femmes



Réflexions en vue de la Journée internationale de la femme

Les femmes et la crise économique

La crise a entraîné une baisse du pouvoir d'achat. Comme les femmes touchent en moyenne déjà un salaire inférieur à celui des hommes, les conséquences de la crise les touchent à tour de bras.

La crise a des conséquences sur l'emploi. Les licenciements et le chômage partiel en témoignent. Souvent, les premiers emplois en danger sont les emplois précaires et peu qualifiés, généralement occupés par les femmes. Les qualifications des femmes ne sont pas toujours reconnues officiellement, le «plafond de verre» les bloque, elles doivent accepter des emplois à temps partiel souvent sans responsabilités pour pouvoir concilier vie privée et vie professionnelle.

La crise sert de prétexte à compresser le coût de la main d'œuvre au lieu de baisser les gains des actionnaires. Les salaires des femmes sont déjà généralement plus faibles et la qualité de leurs emplois risque de baisser. Elles tendent à accepter des emplois précaires pour concilier garde des enfants, travaux domestiques et travail.

Le sauvetage des banques, les capitaux leur versés, risque également d'avoir des conséquences sur les femmes. Ces dépenses étatiques supplémentaires pour relancer l'économie entraînent des coupes budgétaires et une diminution des services publics. Et quand l'Etat

n'assure pas ces services, ce seront les femmes qui feront face aux soins des personnes malades ou âgées de la famille, l'éducation des enfants, le transport de ceux-ci, etc.

Le crash de l'économie-casino n'a pas eu de réelles conséquences sur les joueurs et les citoyennes et citoyens risquent de payer les dégâts par leurs impôts et par les taxes, qui pèsent d'ailleurs plus fort sur les petits revenus. Et ce seront donc encore les femmes qui vont être au premier rang.

A nous de veiller à ce que les femmes se rendent compte de tous ces effets et qu'elles n'acceptent pas d'aider à maintenir la cohésion sociale gratuitement.

Le 8 mars prochain sera de nouveau une occasion de nous souvenir en tant que femmes et hommes désirant réaliser la vraie égalité des genres, que le chemin par où nous sommes venus, n'était pas toujours facile, mais que nous ne sommes pas encore arrivés à destination.



Danièle Nieves

Membre du Bureau exécutif



Délégations du personnel et parents – promouvoir l'égalité entre filles et garçons

Faites découvrir les métiers atypiques!

Au moment où les jeunes font le choix d'une formation, il est évident que celui-ci est en fonction du niveau scolaire mais il est également fortement empreint des images que filles et garçons ont des rôles masculins et féminins, à la fois professionnellement mais aussi au sein de la famille.

La journée d'action Girls' Day - Boys' Day, qui aide les jeunes à sortir des sentiers battus dans les parcours professionnels, à diversifier leurs choix professionnels et qui leur montre d'autres options, aura lieu jeudi, le 22 avril 2010.

Aidez les jeunes à construire leur avenir professionnel!

En tant que délégué-e-s à l'égalité vous pouvez inciter votre entreprise à participer au Girls' Day - Boys' Day. Si votre entreprise veut accueillir des filles ou garçons, vous et votre employeur trouverez tous les renseignements nécessaires sur les sites www.girls-day.lu et www.boys-day.lu.

En tant que parents demandez tout simplement à votre fille ou votre garçon s'ils ont envie à participer au Girls' Day - Boys' Day. Vous et votre enfant recevront de plus amples informations sur les sites précités ou auprès du Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) de son lycée.

Danièle Nieves

Membre du Bureau exécutif



L'objectif commun du Girls' Day et du Boys' Day est de diversifier le choix professionnel des filles et des garçons, et d'encourager les jeunes à ne pas faire dépendre le choix professionnel par des préjugés mais par l'intérêt personnel et les capacités individuelles.

Le Girls' Day veut éveiller l'intérêt des filles pour des métiers techniques et artisanaux, des sciences naturelles et pour les nouvelles technologies de communication. En plus, le Girls' Day veut leur offrir la possibilité de rencontrer des femmes cadres.

Le Boys' Day sensibilise les garçons pour des professions pédagogiques, sociales ou de soins et leur offre un aperçu dans des métiers du secteur tertiaire souvent dominées par les femmes.

(source: www.girls-day.lu)

Assemblées générales OGBL mars 2010

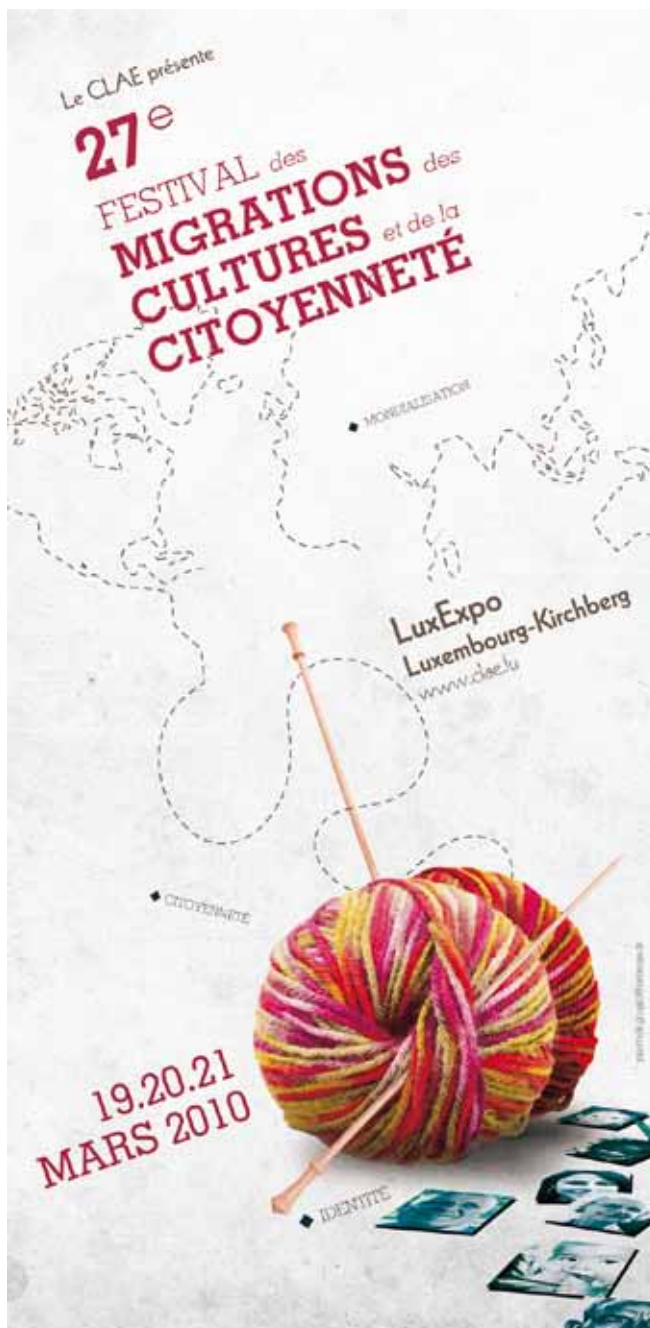
Section	Date	Heures	Lieu	Local	Orateur
Sanem	jeudi 4 mars	18 h 30	Sanem	Buvette terrain de foot	Clement Nico
Grevenmacher	vendredi 5 mars	19 h 00	Grevenmacher	Rest. «Les Bâteliers»	Roeltgen André
Syrdall	vendredi 5 mars	20 h 00	Niederanven	Osteria di Niederanven	Jungen Tom
Soleuvre	vendredi 5 mars	18 h 30	Soleuvre	Maison Beck	Pereira Carlos
Vianden	vendredi 5 mars	19 h 00	Vianden	Larei	Eischen Véronique
Mamer	vendredi 5 mars	19 h 00	CAP	Centre culturel	Müller Jerry
Remich	samedi 6 mars	17 h 00	Remich	Aal Schoul	Antinori Anne-Marie
Wasserbillig	samedi 6 mars	18 h 00	Wasserbillig	Centre culturel	Daubenfeld Romain
Preitzerdaul	samedi 6 mars	12 h 00	Neunhausen	Café Dellere	Jeblick Viviane
Dudelange	samedi 6 mars	17 h 00	Dudelange	Maison syndicale	Reding Jean-Claude
Larochette	samedi 6 mars	18 h 30	Medernach	Restaurant de la Gare	Pereira Carlos
Esch/Alzette	jeudi 11 mars	18 h 30	Esch/Alzette	Maison du peuple	Reding Jean-Claude
Rodange	jeudi 11 mars	18 h 30	Rodange	Centre culturel	Pereira Carlos
Hosingen	vendredi 12 mars	19 h 00	Hosingen	Café bei der Gemeng	Arndt Frank
Niederanven	vendredi 12 mars	19 h 00	Senningerberg	Chapelle Loretto	Eischen Véronique
Schifflange	samedi 13 mars	19 h 00	Schifflange	Hall polyvalent	Daubenfeld Romain
Frontal. français	dimanche 14 mars	09 h 30	Audun-le-Tiche	Salle Jean Moulin	Clement Nico
Canton Wiltz	jeudi 18 mars	19 h 00	Wiltz	Auberge Michel Rodange	Jenal Leon
Differdange	jeudi 18 mars	19 h 00	Oberkorn	Hall Omnisport	Roeltgen André
Bettembourg	vendredi 19 mars	18 h 00	Bettembourg	Maison des Jeunes	Nieles Danièle
Huncherange	vendredi 19 mars	19 h 00	Huncherange	Centre culturel	Daubenfeld Romain
Mondorf	vendredi 19 mars	19 h 00	Remerschen	Maison des Jeunes	Bernardini Jean-Claude
Ënnersauer	vendredi 19 mars	19 h 00	Born	Aub. «An der Brennerei»	Sirkorski Christian
Hobscheid	vendredi 19 mars	19 h 30	Hobscheid	Centre polyvalent	Müller Jerry
Mersch	vendredi 19 mars	19 h 30	Rollingen	Salle des pompiers	Pereira Carlos
Bissen	samedi 20 mars	18 h 30	Bissen	Café de la Place	Arndt Frank
Ettelbruck	samedi 20 mars	19 h 00	Ettelbruck	Hotel Lanners	Daubenfeld Romain
Junglinster	samedi 20 mars	18 h 00	Gonderange	Euro-Hotel	Medvescek Jeff
Mondercange	jeudi 25 mars	18 h 30	Mondercange	Centre Arthur Thinnés	Pizzaferri René
Rumelange	vendredi 26 mars	19 h 00	Rumelange	Café Am Heim	Jungen Tom
Clervaux	vendredi 26 mars	19 h 00	Hoffelt	Barteshaus	Mattioli Alain
Colmar-Berg	vendredi 26 mars	19 h 30	Cruchten	Café Ohrendorf-Losch	Arndt Frank
CMB	vendredi 26 mars	18 h 00	Aubange	Salle polyvalente	Pereira Carlos
Bascharage	vendredi 26 mars	20 h 00	Bascharage	Hall 75	Reding Jean-Claude
Pétange	vendredi 26 mars	19 h 00	Pétange	Café de la Place	Nieles Danièle
Walferdange	vendredi 26 mars	19 h 00	Walferdange	Restaurant Campill	Jeblick Viviane
Sandweiler	vendredi 26 mars	19 h 00	Sandweiler	Centre culturel	Daubenfeld Romain
Mertzig-Feulen	samedi 27 mars	18 h 00	Niederfeulen	Beim Pierre (Hennesbau)	Nieles Danièle
Lintgen	samedi 27 mars	17 h 00	Lintgen	Café de la Gare	Bernardini Jean-Claude
Kayl	vendredi 2 avril	19 h 00	Kayl	Kayler Stuff	Mattioli Alain

Assemblées générales

Dans les semaines à venir, les différentes sections locales, les sections de l'OGBL-ACAL, les sections des immigrés, les départements et autres structures statutaires de l'OGBL vont organiser leurs assemblées générales annuelles. [Pour tous les détails y relatifs, veuillez consulter l'agenda sur notre site internet www.ogbl.lu](http://www.ogbl.lu)

Deutsche Grenzgänger Generalversammlungen 2010

Ort	Datum	Uhrzeit	Lokal	Referent(in)
Trier	Samstag 13. März	19.30 Uhr	Restaurant Romikulum	Schreiner Pit
Orscholz	Samstag 13. März	19.30 Uhr	Hotel Zur Saarschleife	Jenal Léon
Mettendorf	Samstag 20. März	19.30 Uhr	Hotel Kickert	Nieles Danièle
Irrel	Samstag 27. März	19.30 Uhr	Hotel Kochschilt	Clement Nico

**Département des Immigrés
Assemblée générale
Région Nord**

le vendredi, 5 mars 2010, à 20h00
au Hall Polyvalent «Al Seeërei» à Diekirch
Orateur: Jean-Luc De Matteis

**Au festival, les
cultures tricotent pour
réduire la discontinuité
du monde**

La 27^{ème} édition du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté et le 10^{ème} Salon du livre et des cultures se dérouleront les 19, 20 et 21 mars à la LuxExpo au Kirchberg.

Avec ses 300 stands d'associations, d'organismes publics, de maisons d'édition, ... ses 80 écrivains venus des quatre coins du monde, cette 27^e édition du Festival, se place, plus que jamais comme un événement incontournable de la vie sociale et culturelle du Luxembourg. Rencontres littéraires, débats, gastronomie, chants et danses du monde, animations pour enfants ponctueront ce week-end dédié à la découverte des multiples cultures présentes au Grand-Duché.

Cette année, les cultures du Brésil seront à l'honneur sur la scène du Festival lors d'une soirée exceptionnelle, le 20 mars, rythmée par les sons et les danses de ce vaste et magnifique pays.

Programme complet sur www.clae.lu

Informations au 29 86 86 1 ou migrations@clae.lu



**Oui, je soutiens l'ONG OGBL Solidarité Syndicale par un ordre permanent
Ja, ich unterstütze die ONG OGBL Solidarité Syndicale mit einem Dauerauftrag**

L'ONG OGBL Solidarité Syndicale est reconnue Etablissement d'utilité publique par la loi du 16 août 1923 et peut comme tel recevoir des dons en espèces déductibles dans le chef des donateurs comme dépenses spéciales dans les limites fixées par l'article 109, alinéa 1 no 3 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Die ONG OGBL Solidarité Syndicale ist eine vom Gesetz vom 16. August 1923 anerkannte öffentliche gemeinnützige Einrichtung, die Spenden annehmen kann, die der Auftraggeber im Rahmen des im Artikel 109, Abschnitt 1, Nr. 3 des Gesetzes betreffend die Einkommenssteuer, absetzen kann.

**Formulaire à compléter, à signer et à remettre à votre organisme bancaire.
Formular ausfüllen, unterschreiben und an Ihre Bank weiterleiten.**

Ordre permanent / Dauerauftrag

Je soussigné/e / Die/der Unterzeichnete: _____

Nom / Name: _____

Prénom / Vorname: _____

Adresse / Anschrift: Rue / Straße: _____ No/Nr: _____

Code postal / Postleitzahl: _____ Domicile / Wohnort: _____

Autorise mon institut financier (Banque ou CCP): _____

Beauftrage das Finanzinstitut (Bank oder Postscheck): _____

À débiter mon compte: IBAN _____

Mein Konto zu belasten: IBAN _____

D'un montant de / mit dem Betrag in Höhe von: € _____

Mensuel / monatlich trimestrielle / vierteljährlich semestriel / halbjährlich annuel / jährlich

À partir du (jour-mois-année) / ab dem (Tag-Monat-Jahr) _____

**Au profit de l'ONG OGBL Solidarité Syndicale B.P. 149 L-4002 Esch/Alzette
Zu Gunsten der ONG Solidarité Syndicale des OGBL B.p. 149 L-4002 Esch/Alzette**

CCPLLULL LU 54 1111 0828 4810 0000

Mention: Projet Ghana /Vermerk: Projekt Ghana

Cet ordre permanent reste valable jusqu'à révocation par écrit. / Dieser Dauerauftrag bleibt bis auf schriftlichen Widerruf gültig.

Date/Datum: _____

Signature/Unterschrift: _____

Vos données seront traitées de manière strictement confidentielle et ne seront pas communiquées à des tiers.
Ihre Daten werden streng vertraulich behandelt und nicht an Dritte weitergegeben.

Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen machen wir Sie darauf aufmerksam, dass ihre persönlichen Daten digital gespeichert werden.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rendons attentifs au fait que vos données seront mémorisées numériquement.

Tous les membres de l'OGBL, à l'exception de son personnel, sont admis au jeu.

Notez le mot mystérieux sur une carte postale et adressez-la jusqu'au 10 mars 2010 à:

OGBL
Communication et relations publiques
B.P. 2031
L-1020 Luxembourg

Si nous recevons plus de réponses correctes que de prix mis en jeu, les gagnants seront départagés par un tirage au sort. La décision du jury est sans appel.

Le mot mystérieux et les noms des deux gagnants seront publiés dans notre prochain numéro.

Les prix sont à retirer endéans le mois qui suit la publication des noms des gagnants dans l'Aktuell à la Centrale de l'OGBL à Esch/Alzette (60, boulevard Kennedy). Prière d'appeler le N° de tél. 54 05 45-240 pour fixer un rendez-vous.

- A gagner:**
- 1^{er} prix: 1 barbecue électrique
 - 2^e prix: 1 radio-réveil

8 Erreurs / Fehler



COURSE HIVERNALE	▼	DICTIONNAIRE	▼	AIMA AVEC PASSION	▼	MAGICIENNE	▼	VADROUILLER
VOLUME DE MOTEUR		DISTANCÉE		CELLA		WHISKY CANADIEN		
▶		▼		6		▼		▼
ARBRE AFRICAIN	▶							
MÉDICAMENT								
▶			3					CLARTÉ FAIBLE
INTERJECTION	▶		POSSESSIF	▶		ARTICLE	▶▼	
SERVICES GAGNANTS			MINCE		9	HÉSITAI		
▶	7		▼	PÉRIPLÉ	▶	▼		2
REPORTER SUR	▶			MÈRE DE SETH				
NOTE				▼				LIQUIDE
▶		VIDE	▶					▼
		REFUGE		4				
POISSON	▶	▼			MARCHERA	▶		
TENTÂT					ANCIEN AFTER-SHAVE			
▶				ALUMINIUM	▶▼			
				COLÈRE		10		VILLE DES PAYS-BAS
LEVÉE	SEAU EN BOIS	▶		▼				▼
	LAIZE							DANS
▶	▼	8	MOUVEMENT EQUIN	▶				▼
D'UNE ANCIENNE SECTE JUIVE	▶							5

Ecrivez ici, lettre par lettre, le mot mystérieux

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----

V/24 © HACHEL INT

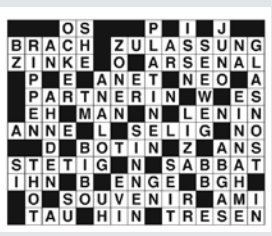
L	B	A	O						
D	E	C	O	N	F	I	T	E	
G	I	R	O	F	L	E	S		
Q	A	T	A	R	I	E	T		
T	E	N	D	R	E		O		
A	I	R	E		M	A	R	C	
O	N		F	E	U	E			
A	N	E	T	O		D	I	T	
		S	O	U	T	E	N	U	
C	L		N	A	I	V	E	S	
	A	L		C	R	I		S	
A	M	E	N	E		E	G	O	
A	V	I	S	O				O	R

01/10 - Solution: DOMINICAIN

L. Sorèze, Luxembourg (L) 1^{er} prix
J. Kessler, Steinfort (L) 2^e prix

vorsätzliche Zerstörung		Humorist, Kabarettist (engl.)		korean.-chines. Grenzstrom		Höhenzug im Weserbergland		In best. Anzahl (zu ...)	franz. Departement	serb. Romancier † (Danilo)	Heimwerker		engl.: eins
					4	Arbeits-tisch							3
Holzblas-Instrument		Laut der Rinder				Datenübertragungsgeräte		afrikanische Getreidesorte			11		Ostspanier (Mz.)
			2		kretischer Sagenkönig						weitgrößte Landmasse		Abk.: Sante, Santi
indian. Stammeszeichen		unterwürfig					großherzig		Gestalt bei Wagner			8	
					Orkney-Insel	großes Bau-gestell							9
In diese Richtung		german. Schicksalsgöttin		Staat in Süd-amerika				verwirrt				1	Amts-sprache in Indien
Lohn, Gehalt									5	Hawaii-Insel (USA)		Initialen Lübkes	
10													
Schiffs-anlege-plätze	Mon-golen-dorf			Kurort an der Lahn (Bad ...)			persönliches Fürwort		Hafen des antiken Roms				
					Ziffern-kennung (engl.)	ägyptische Halbinsel					7		Kfz.-Z. Rends-burg
				aus tiefem Herzen		6			Tier-gruppe				
nicht eingeschaltet		elegante Frau						Käuf-erin					

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----



01/10 - Lösungswort:
GEWUERZNELKEN

P. Mandernach, Luxembourg (L) 1. Preis
F.-M. Magnani, Esch/Alzette (L) 2. Preis

8 Erreurs / Fehler
solution / Auflösung
01/2010



Teilnahmeberechtigt sind alle Mitglieder mit Ausnahme des OGBL-Personals.

Schreiben Sie das Lösungswort auf eine Postkarte und schicken Sie diese bis zum 10. März 2010 an folgende Adresse:

OGBL Communication et relations publiques
B.P. 2031 L-1020 Luxembourg

Liegen mehr richtige Einsendungen vor als Preise zu vergeben sind, so entscheidet das Los. Der Rechtsweg ist ausgeschlossen.

Auflösung und Namen der zwei Gewinner veröffentlichen wir in der nächsten Nummer.

Die Preise müssen innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Namen der Gewinner im Aktuell in der Escher OGBL-Zentrale (60, Boulevard Kennedy) abgeholt werden. Zwecks Vereinbarung eines Termins, bitte die Tel.-Nr. 54 05 45 - 240 anrufen.

Zu gewinnen sind:

- 1. Preis: 1 elektrischer Grill**
- 2. Preis: 1 Radiowecker**

Le syndicat qui vous assiste

SERVICE INFORMATION, CONSEIL ET ASSISTANCE



Vous avez besoin d'une information, d'un conseil, d'une assistance en matière de droit du travail ou de droit social, alors adressez-vous à notre service par mail: info@ogbl.lu ou directement à l'une de nos agences.



OGB-L

Esch/Alzette Luxembourg Differdange Dudelange Ettelbrück Rodange